COMMUNIQUE

Le 23 juillet 2020 à 7h30

Résultats semestriels 2020 :
Getlink préserve ses fondamentaux et annonce un nouvel objectif d'EBITDA de 350 millions d'euros

- **Chiffre d'affaires : 369 millions d'euros (-29%)***
- **EBITDA : 123 millions d'euros (-52%)**
- **Trésorerie à 511 millions d'euros fin juin contre 525 millions d'euros fin décembre**

➢ Eurotunnel :

- Chiffre d'affaires à 311 millions d'euros (-32%)
- EBITDA : 120 millions d'euros (-52%)

➢ Europorte :

- Chiffre d'affaires à 58 millions d'euros (-12%)
- EBITDA à 10 millions d'euros (-3 millions d'euros)

Jacques Gounon, Président de Getlink, a déclaré : « *Au premier semestre, le Groupe a immédiatement réagi pour faire face à la crise sanitaire, en prenant toutes les mesures appropriées pour protéger la santé de ses équipes et de ses clients. Cela a permis d'opérer sans discontinuité nos services, notamment pour les secteurs vitaux de l'économie, et de préserver la trésorerie. C'est dans ce contexte de défis et d'opportunités que je fais confiance à notre nouveau Directeur général Yann Leriche pour tenir les engagements forts que nous prenons aujourd'hui.* »

Yann Leriche, Directeur général de Getlink, a dit « *Je remercie chaleureusement Jacques Gounon et toutes les équipes de leur accueil et je salue la réussite exceptionnelle des quinze dernières années. J'arrive dans un contexte dans lequel nous devrons être attentifs à nos décisions opérationnelles immédiates tout en adaptant l'entreprise au monde qui change. C'est un projet que nous allons mener avec les salariés du Groupe pour nos clients et pour nos actionnaires.* »

---

* *L'ensemble des comparaisons avec le compte de résultat du premier semestre 2019 se fait au taux de change moyen du premier semestre 2020 de 1 £=1,146 €.*

Rappel des faits marquants du semestre

➢ Groupe

- Vote quasi unanime des résolutions en Assemblée Générale
- Retrait de la proposition de vote du dividende au titre de l'exercice 2019.
- Fermeture des frontières européennes aux touristes entre les mois de mars et juin.
- Prise de fonction de Yann Leriche en tant que Directeur général le 1er juillet, Jacques Gounon conservant la présidence du Conseil d'administration.

➢ Eurotunnel

- Trafics camions et passagers impactés par la crise sanitaire. Augmentation de la part de marché voitures (+6 points) à 65,9% et confirmation du statut de leader sur le marché camions avec une part de marché à 39,2%.
- Trafic Eurostar très fortement perturbé à la suite des décisions successives de confinement, de fermeture des frontières, et de quarantaine.
- Signature le 7 juillet d'un traité par les gouvernements hollandais et britannique officialisant l'ouverture du service direct d'Eurostar entre Amsterdam et Londres au cours du second semestre.
- Ralentissement du trafic transmanche de trains de marchandises du fait de l'arrêt de certaines productions industrielles.
- Programme d'économie de 17 millions d'euros sur le premier semestre.
- Dépenses de 2,3 millions d'euros pour la mise en place des nouvelles règles sanitaires (gestes barrière, distanciation sociale).
- Développement de l'offre de services proposée aux chauffeurs poids-lourds (douches gratuites, food truck, laverie, …).
- Nomination de Deborah Merrens au poste de Chief Commercial Officer d'Eurotunnel Le Shuttle,
- Soutien de la relance touristique par des plans de communication à destination de nos clients.

➢ Europorte

- Rentabilité préservée avec un EBITDA à 10 millions d'euros, malgré l'impact sur son activité de la grève SNCF Réseau jusqu'au 13 janvier et puis de la crise de la COVID-19.
- Accroissement d'activité dans le secteur de la chimie avec la traction de trains de composants du gel hydroalcoolique.
- Développement à l'international avec la desserte de Zeebrugge (Belgique) et Trnava (Slovaquie).
- Signature de la convention de recherche concernant la maintenance prédictive avec l'école Polytechnique.
- Renouvellement des contrats avec Cérévia et K+S.
- Nomination de Raphaël Doutrebente en tant que Directeur général d'Europorte.

➢ ElecLink

- En attente de la décision de la CIG, retardée à cause de la crise sanitaire.
- L'EPSF a fait part en juin à la CIG de son avis favorable à la poursuite des travaux.
- Pertinence économique et écologique du projet démontrée par l'étude Altermind

Une rentabilité préservée

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du premier semestre 2020 s'élève à 369 millions d'euros, en baisse de 29%, par rapport au premier semestre 2019, fortement impacté par les conséquences de la crise sanitaire mondiale.

Les charges d'exploitation du Groupe sont en baisse de 22 millions d'euros pour le semestre. Pour le segment Eurotunnel, les charges d'exploitation sont en baisse de -7% à 191 millions d'euros dont des coûts exceptionnels liées aux mesures d'adaptations terrain des gestes barrières pour 2,3 millions d'euros.

L'EBITDA consolidé du premier semestre demeure positif à 123 millions d'euros, dont 120 millions d'euros ont été générés par Eurotunnel.

Les frais financiers nets et les autres produits financiers nets sont en baisse (-11 millions d'euros) sur les six premiers mois de l'année 2020, une évolution essentiellement liée à l'impact de la baisse des taux d'inflation britannique et français sur le coût de la tranche indexée de la dette.

Le Free Cash Flow des activités poursuivies est de 11 millions d'euros au premier semestre 2020, comparé aux 129 millions d'euros au premier semestre 2019.

La trésorerie disponible au 30 juin s'élève à 511 millions euros.

PERSPECTIVES

Dans un contexte global de crise sanitaire depuis mi-mars et compte tenu des incertitudes qui demeurent, le Groupe donne une indication d'EBITDA pour l'année 2020 de 350 millions d'euros, construite sur les hypothèses de croissance de la BoE et de la BdF, sous réserve qu'il n'y ait pas de re-confinement. L'indication 2022 a été retirée compte tenu du contexte sanitaire.

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

Premier semestre (janvier-juin)

En millions d'euros Taux de change €/£	1er semestre 2020* 1,146	1er semestre 2019 recalculé** 1,146	Variation	1er semestre 2019 publié 1,145
Navettes Eurotunnel	212	297	-29%	297
Réseau Ferroviaire	95	153	-38%	153
Autres revenus	4	6	-33%	6
Sous-total Eurotunnel	**311**	**456**	**-32%**	**456**
Europorte	58	66	-12%	66
Getlink	0	1	-100%	1
Chiffre d'affaires	**369**	**523**	**-29%**	**523**

* *Taux de change du premier semestre 2020 : 1 £ = 1,146 €.*
** *Recalculé au taux de change du premier semestre 2020.*

Deuxième trimestre (avril-juin)

En millions d'euros	2ème trimestre 2020	2ème trimestre 2019 recalculé	Variation	2ème trimestre 2019 publié
Navettes Eurotunnel	78,5	149,6	-48%	149,9
Réseau Ferroviaire	28,8	81,9	-65%	82,0
Autres revenus	1,7	2,8	-39%	2,8
Sous-total Eurotunnel	**109,0**	**234,3**	**-53%**	**234,7**
Europorte	27,4	33,6	-18%	33,6
Getlink	0,1	0,3	-67%	0,3
Chiffre d'affaires	**136,5**	**268,2**	**-49%**	**268,6**

Rappel premier trimestre (janvier-mars)

En millions d'euros Taux de change €/£	1er trimestre 2020* 1,165	1er trimestre 2019 recalculé** 1,165	Variation	1er trimestre 2019 publié 1,157
Navettes Eurotunnel	133,6	147,3	-9%	146,9
Réseau Ferroviaire	66,6	72,0	-8%	71,8
Autres revenus	1,9	3,1	-38%	3,1
Sous-total Eurotunnel	**202,1**	**222,4**	**-9%**	**221,8**
Europorte	30,7	32,3	-5%	32,3
Getlink	0,2	0,3	-49%	0,3
Chiffre d'affaires	**233,0**	**255,0**	**-9%**	**254,4**

* *Taux de change du premier trimestre 2020 : 1 £ = 1,165 €.*
** *Recalculé au taux de change du premier trimestre 2020.*

TRAFIC D'EUROTUNNEL

Premier semestre (janvier-juin)

		1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variation
Navettes Camions		665 348	809 621	-18%
Navettes Passagers	Voitures*	545 215	1 139 149	-52%
	Autocars	9 362	26 954	-65%
Trains à Grande Vitesse Passagers (Eurostar)**	Passagers	1 993 210	5 299 197	-62%
Trains de marchandises***	Trains	857	1 166	-27%

Deuxième trimestre (avril-juin)

		2ème trimestre 2020	2ème trimestre 2019	Variation
Navettes Camions		278 100	369 609	-25%
Navettes Passagers	Voitures*	132 581	660 655	-80%
	Autocars	1 824	16 184	-89%
Trains à Grande Vitesse Passagers (Eurostar)**	Passagers	68 659	2 902 937	-98%
Trains de marchandises***	Trains	366	567	-35%

Rappel premier trimestre (janvier-mars)

		1er trimestre 2020	1er trimestre 2019	Variation
Navettes Camions		387 248	440 012	-12%
Navettes Passagers	Voitures*	412 634	478 494	-14%
	Autocars	7 538	10 770	-30%
Trains à Grande Vitesse Passagers (Eurostar)**	Passagers	1 924 551	2 396 260	-20%
Trains de marchandises***	Trains	491	599	-18%

** Y compris motos, véhicules avec remorques, caravanes et camping-cars.*

*** Seuls sont comptabilisés dans ces tableaux les passagers d'Eurostar qui empruntent le Tunnel, ce qui exclut les trajets entre les gares continentales (liaisons Bruxelles-Calais, Bruxelles-Lille, Bruxelles-Amsterdam, etc…).*

**** Les trains des entreprises ferroviaires (DB Cargo pour le compte de BRB, la SNCF et ses filiales, GB Railfreight, Rail Operations Group, RailAdventure et Europorte) ayant emprunté le Tunnel.*

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2020

GETLINK SE

GETLINK

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020 1
Préparation du Rapport Financier Semestriel dans le contexte de la pandémie COVID-19 1
Analyse du compte de résultat consolidé 2
Analyse du bilan consolidé 7
Analyse des flux de trésorerie consolidés 8
Autres indicateurs financiers 9
Perspectives 10
Risques 11
Parties liées 12
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS 13
Compte de résultat consolidé 13
État du résultat global consolidé 13
Bilan consolidé 14
Tableau de variation des capitaux propres consolidé 15
Tableau de flux de trésorerie consolidé 16
Notes annexes 17
A. Événements importants 17
B. Principes de préparation, principales règles et méthodes comptables 19
C. Périmètre de consolidation 20
D. Données opérationnelles 20
E. Charges et avantages du personnel 23
F. Immobilisations incorporelles et corporelles 25
G. Financement et instruments financiers 26
H. Capitaux propres et résultat par action 29
I. Impôts sur les bénéfices 30
J. Événements postérieurs à la clôture de la période 31
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020 32
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2020 33

Normes comptables appliquées et présentation des résultats consolidés

En application du règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Getlink SE au titre de la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le Groupe applique la norme IFRS 5 « Actifs non courants destinés à la vente et activités non poursuivies » à son segment maritime depuis la cessation de l'activité de MyFerryLink au second semestre 2015. En conséquence, les résultats nets de la période et de la période comparative de cette activité sont présentés sur une seule ligne du compte de résultat intitulée « Résultat net des activités non poursuivies ». Pour plus d'informations sur ces opérations, se reporter à la note C.2 des états financiers consolidés semestriels résumés.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020

PRÉPARATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE COVID-19

L'épidémie du virus COVID-19, apparue en Chine en décembre 2019 et qualifiée de pandémie par l'OMS le 11 mars 2020 a entrainé l'instauration de nombreuses mesures restrictives dans différents pays.

Comme indiqué dans ce Rapport Financier Semestriel et dans les notes A.1 et D.5 des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, les restrictions de circulation et les mesures de confinement imposées par les gouvernements français et britannique à partir du 17 et du 23 mars respectivement ont eu un impact significatif sur les trafics et revenus du Groupe au cours du premier semestre 2020 et notamment ceux d'Eurotunnel.

Malgré les mesures de déconfinement progressif introduites depuis la mi-mai, la mise en œuvre par le Royaume-Uni à partir du 8 juin 2020 d'une quarantaine de 14 jours pour la quasi-totalité des personnes entrant sur son territoire a retardé la reprise et a prolongé l'impact de la crise sur les trafics et revenus d'Eurotunnel.

Les activités des Navettes Passagers et des trains Eurostar ont été les plus fortement impactées : le trafic des Navettes Passagers a baissé de 73 % sur la période mars à juin, soit une baisse de 52 % sur le semestre. Les opérateurs de ferries ont quant à eux arrêté tous les trafics passagers. Eurostar a été contraint de réduire massivement sa grille horaire et de reporter le lancement de son service retour direct entre Londres et Amsterdam, entraînant une baisse du nombre de passagers empruntant les trains passant par le Tunnel de 89 % entre mars et juin, et de 62 % sur l'ensemble de la période.

L'activité des Navettes Camions a été moins impactée que les autres activités d'Eurotunnel du fait du maintien d'un certain niveau d'activité économique en Europe et de la nécessité d'assurer les flux d'approvisionnement de marchandises essentielles : le trafic des Navettes Camions a reculé de 23 % au cours des quatre mois de la crise et de 18 % sur le semestre.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble des activités d'Eurotunnel était en baisse de 46 % sur la période mars à juin 2020 et de 32 % sur le premier semestre 2020.

L'activité d'Europorte, impactée en début d'année par le mouvement de grève contre la réforme des retraites en France, a connu une nouvelle baisse pendant la période de la crise sanitaire qui a affecté notamment les trafics des secteurs automobile et ciments / carrières, et dans une moindre mesure celui des hydrocarbures.

Face à cette situation, le Groupe a pris un ensemble de mesures destinées à protéger la santé et la sécurité de ses clients et personnels, tout en assurant la poursuite de la circulation des biens et des personnes et en préservant sa rentabilité et ses capacités de trésorerie :

- Le Groupe a, en tant qu'opérateur d'importance vitale des plans de contingence, immédiatement pris les mesures nécessaires pour garantir la protection de ses salariés et la continuité des fonctions essentielles dont le coût ressort à environ 2,3 millions d'euros. Un dispositif de suivi continu a été mis en place en concertation avec les organisations syndicales.
- Le Groupe a adapté les plans de capacité et d'exploitation de ses Navettes afin de faire face à la baisse du trafic tout en mettant en œuvre des mesures spécifiques afin d'assurer la santé et la sécurité de ses clients et maintenir la qualité de son service. Dans le cadre des dispositifs mis en place par les gouvernements français et britannique, le Groupe a instauré des mesures d'activité partielle qui, sur les mois d'avril, mai et juin, couvraient la quasi-totalité de son personnel en France et environ un tiers de son effectif britannique. Ces mesures ont pris fin au 30 juin 2020 pour le personnel français du Groupe.
- Le Président-directeur général, les membres du conseil d'administration et les membres de l'équipe de direction ont également décidé une réduction de leur rémunération pendant la période de la crise.
- Europorte a mis en place des mesures similaires en adaptant ses capacités en fonction de la baisse de son trafic et mis en œuvre un dispositif d'activité partielle pour une partie de son personnel. Les membres de l'équipe de direction ont également décidé une réduction de leur rémunération pendant cette période.
- Dans le contexte d'incertitude économique provoquée par la crise et face à l'indisponibilité de ses équipes et de certains fournisseurs, le Groupe a reporté une partie importante de ses dépenses d'investissement prévues sur le premier semestre 2020 tout en veillant à la prééminence de la sécurité et à la préservation de la continuité d'exploitation de ses services.
- Le 3 avril 2020, le Groupe a annoncé le retrait du projet de distribution du dividende 2019.

Outre les mesures d'activité partielle et de *furloughing,* le Groupe a volontairement limité son recours aux autres aides et mesures financières mises en place par les États pour aider les entreprises en difficulté pendant la crise, de façon à ne pas être restreint dans ses décisions par des consignes étatiques. Néanmoins, comme la plupart des acteurs du secteur du transport international, le Groupe a sollicité le gouvernement britannique afin d'obtenir un report du paiement de ses *business rates*. À la date de la clôture des comptes, le gouvernement n'a pas donné suite à cette requête.

Comme indiqué à la note D.5 des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, le Groupe estime l'impact de la pandémie COVID-19 sur son EBITDA du premier semestre 2020 à 140 millions d'euros.

L'activité réduite du premier semestre a impacté les résultats et la trésorerie du Groupe. Néanmoins, le Groupe a continué à honorer les échéances du service de sa dette au cours de la période et continue de disposer d'une liquidité importante avec une trésorerie nette disponible au 30 juin 2020 de plus de 510 millions d'euros.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Afin de permettre une meilleure comparaison entre les deux périodes, le compte de résultat consolidé du premier semestre 2019 présenté dans ce rapport d'activité semestriel a été recalculé au taux de change utilisé pour le résultat du premier semestre 2020, soit 1 £=1,146 €.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre du premier semestre 2020 a été fortement impacté par les effets de la pandémie et s'élève à 369 millions d'euros, en diminution de 154 millions d'euros (-29 %) par rapport à 2019. Suite à la réduction du trafic à partir de la mi-mars, le Groupe a mis en place des mesures pour en limiter l'impact sur sa rentabilité et sa trésorerie, telles que l'activité partielle en France et le *job retention scheme* au Royaume-Uni, ainsi que le report de certains projets. Les charges d'exploitation s'élèvent à 246 millions d'euros, en diminution de 22 millions d'euros (-8 %) par rapport à 2019. L'EBITDA est en diminution de 132 millions d'euros (52 %) à 123 millions d'euros et, à 31 millions d'euros, le résultat opérationnel des six premiers mois de 2020 est en baisse de 133 millions d'euros par rapport à 2019. Après prise en compte des frais financiers nets en baisse de 11 millions d'euros, le résultat avant impôts des activités poursuivies du Groupe pour le premier semestre 2020 est une perte de 85 millions d'euros, en baisse de 122 millions d'euros par rapport à 2019.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 3 millions d'euros et du profit net des activités non poursuivies de 9 millions d'euros, le résultat net consolidé du Groupe du premier semestre 2020 s'élève à une perte de 79 millions d'euros, par rapport à un profit de 41 millions d'euros en 2019.

En millions d'euros Amélioration / (détérioration) du résultat	1er semestre 2020	1er semestre 2019 *recalculé	Variation M€	Variation %	1er semestre 2019 publié
Taux de change €/£	1,146	1,146			1,145
Eurotunnel	311	456	(145)	-32%	456
Getlink	–	1	(1)	-100%	1
Europorte	58	66	(8)	-12%	66
Chiffre d'affaires	**369**	**523**	**(154)**	**-29%**	**523**
Eurotunnel	(191)	(205)	14	+7%	(205)
Getlink	(7)	(9)	2	+22%	(9)
Europorte	(48)	(53)	5	+9%	(53)
ElecLink	–	(1)	1	+100%	(1)
Charges d'exploitation	**(246)**	**(268)**	**22**	**+8%**	**(268)**
Marge d'exploitation (EBITDA)	**123**	**255**	**(132)**	**-52%**	**255**
Amortissements	(91)	(86)	(5)	-6%	(86)
Résultat opérationnel courant	**32**	**169**	**(137)**	**-81%**	**169**
Autres charges opérationnelles nettes	(1)	(5)	4		(5)
Résultat opérationnel (EBIT)	**31**	**164**	**(133)**	**-81%**	**164**
Coût de l'endettement financier net	(118)	(133)	15	+11%	(133)
Autres produits financiers nets	2	6	(4)		6
Résultat avant impôts des activités poursuivies : (perte)/profit	**(85)**	**37**	**(122)**		**37**
Impôts sur les bénéfices	(3)	4	(7)		4
Résultat net des activités poursuivies : (perte)/profit	**(88)**	**41**	**(129)**		**41**
Résultat net des activités non poursuivies : (perte/profit)	9	–	9		–
Résultat net consolidé : (perte)/profit	**(79)**	**41**	**(120)**		**41**

* *Recalculé au taux de change du compte de résultat du premier semestre 2020 (1£ = 1,146 €).*

1 SEGMENT EUROTUNNEL

Dans le segment Eurotunnel, qui représente son cœur de métier, le Groupe exploite et commercialise directement un Service de Navettes dans le Tunnel et donne accès, moyennant péage, à la circulation des Trains à Grande Vitesse Voyageurs (Eurostar) et des Trains de Fret des Entreprises Ferroviaires à travers le Réseau Ferroviaire.

En millions d'euros Amélioration / (détérioration) du résultat	1er semestre 2020	1er semestre 2019*	Variation M€	Variation %
Taux de change €/£	1,146	1,146		
Navettes	212	297	(85)	-29%
Réseau Ferroviaire	95	153	(58)	-38%
Autres revenus	4	6	(2)	-33%
Chiffre d'affaires	**311**	**456**	**(145)**	**-32%**
Achats et charges externes	(103)	(112)	9	+8%
Charges de personnel	(88)	(93)	5	+5%
Charges d'exploitation	**(191)**	**(205)**	**14**	**+7%**
Marge d'exploitation (EBITDA)	**120**	**251**	**(131)**	**-52%**
EBITDA / chiffre d'affaires	*39%*	*55%*	*-16 pts*	

* *Recalculé au taux de change du compte de résultat du premier semestre 2020 (1£ = 1,146 €).*

La crise sanitaire et les mesures de confinement strictes prises par les gouvernements ont lourdement impacté le trafic et l'organisation des activités d'Eurotunnel. En effet, le trafic connait depuis la mi-mars une très forte baisse, notamment des Navettes Passagers et du nombre de passagers Eurostar. L'activité des Navettes Camions a également enregistré une diminution conséquente de son trafic, quoique moins marquée que celle des autres secteurs du fait de la nécessité de maintenir les flux d'approvisionnement de marchandises essentielles.

1.1 CHIFFRE D'AFFAIRES DU SEGMENT EUROTUNNEL

Le chiffre d'affaires du segment, qui représente 84 % du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2020, s'élève à 311 millions d'euros (-32% par rapport à 2019).

1.1.1 Service Navettes

Trafic (en nombre de véhicules)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variation
Navettes Camions	665 348	809 621	-18%
Navettes Passagers :			
Voitures *	545 215	1 139 149	-52%
Autocars	9 362	26 954	-65%

* *Y compris motos, véhicules avec remorques, caravanes et camping-cars.*

À 212 millions d'euros au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires du Service Navettes a été fortement impacté par les conséquences de la crise sanitaire sur le trafic.

Navettes Camions

Jusqu'à fin février 2020, le trafic des Navettes Camions était en diminution de 9 % par rapport à 2019 en raison d'un effet de base défavorable lié aux effets du stockage en prévision du Brexit observés en 2019. Depuis mi-mars, certains secteurs du marché, notamment l'industrie et plus particulièrement l'automobile, ont été fortement impactés par les conséquences des confinements stricts imposés par les gouvernements alors que d'autres secteurs du marché ont été plus résilients, tels que ceux des produits alimentaires, pharmaceutiques et de e-commerce. En conséquence, le trafic des Navettes Camions était en baisse de 28 % sur la deuxième quinzaine du mois de mars, puis de 34 % au mois d'avril et de 29 % au mois de mai. À partir de juin, l'effet de la levée progressive de certaines mesures de confinement a commencé à se faire sentir avec une baisse de trafic limitée à 11 % pour le mois. Dans un marché du Détroit en contraction sur la période de 15,4 %, la part de marché du service Navettes Camions est en diminution d'un point à 39,2 % au premier semestre 2020 (40,4 % au premier semestre 2019) avec 665 348 camions transportés par Eurotunnel, en diminution de 18 % par rapport au premier semestre 2019.

Navettes Passagers

Les mesures mise en place par les gouvernements pour limiter la propagation de la pandémie à partir de mi-mars comprenaient la fermeture des frontières internationales pour les voyages non-essentiels. En conséquence, le niveau de trafic de véhicules de tourisme du Service Navettes Passagers a chuté de façon très significative : une baisse de 75 % sur la deuxième quinzaine du mois de mars par rapport à 2019, puis de 91 % en avril, de 81 % en mai et de 69 % en juin.

Au premier semestre 2020, le marché du Détroit était en baisse de 56,6 % et le trafic voitures d'Eurotunnel n'a baissé que de 52 % grâce à une part de marché en augmentation de 6 points par rapport à l'année précédente, à 65,9 %.

Dans un marché en contraction d'environ 72,1 % et le trafic autocars d'Eurotunnel en baisse de 65 %, la part de marché des autocars du service Navettes Passagers du premier semestre 2020 est en augmentation de 10 points par rapport à l'année précédente, à 50,7 % (40,7 % au premier semestre 2019).

1.1.2 Réseau Ferroviaire

Trafic	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variation
Trains à Grande Vitesse Passagers (Eurostar) :			
Passagers *	1 993 210	5 299 197	-62%
Services de Trains de Fret des Entreprises Ferroviaires ** :			
Nombre de trains	857	1 166	-27%

* *Seuls sont comptabilisés dans ce tableau les passagers d'Eurostar qui empruntent le Tunnel, ce qui exclut les trajets entre gares continentales (liaisons Bruxelles-Calais, Bruxelles-Lille, Bruxelles-Amsterdam, etc.).*

** *Les trains des entreprises ferroviaires (DB Cargo pour le compte de BRB, la SNCF et ses filiales, GB Railfreight, Rail Operations Group, RailAdventure et Europorte) ayant emprunté le Tunnel.*

Au premier semestre 2020, l'utilisation du Réseau Ferroviaire du Tunnel par les trains à grande vitesse d'Eurostar et par les trains de marchandises transmanche a généré un revenu de 95 millions d'euros, en diminution de 38 % par rapport à 2019 en raison de l'impact de la crise sanitaire.

L'impact de l'épidémie sur le trafic d'Eurostar a été constaté dès le début du mois de mars. En raison de la fermeture des frontières aux voyages non essentiels au milieu du mois, le nombre de services a rapidement été réduit à deux aller-retours par jour (Londres-Paris et Londres-Bruxelles) pour quelques centaines de passagers par jour. Malgré les mesures de déconfinement progressif mises en place depuis la mi-mai, la mise en œuvre par le Royaume-Uni à partir du 8 juin 2020 d'une quarantaine de 14 jours pour la quasi-totalité des personnes entrant sur son territoire a fortement retardé la reprise du trafic Eurostar, qui continue d'être fortement impacté. Au premier semestre 2020, 1 993 210 voyageurs Eurostar ont emprunté le Tunnel, en baisse de 62 % par rapport à la même période en 2019.

Le fret ferroviaire transmanche a également été impacté par la crise avec la suspension des flux d'acier puis des flux automobiles. Au premier semestre 2020, le fret ferroviaire transmanche enregistre une baisse de trafic de 27 % par rapport au premier semestre 2019.

1.2 CHARGES D'EXPLOITATION DU SEGMENT EUROTUNNEL

À 191 millions d'euros au premier semestre 2020, les charges d'exploitation sont en diminution de 7 % par rapport à 2019. Cette baisse de 14 millions d'euros est notamment générée par l'impact favorable de la mise en place de l'activité partielle en France et du *Job Retention Scheme* au Royaume-Uni ainsi que d'autres mesures permettant d'ajuster les dépenses et de revoir le phasage des projets afin de préserver les capacités de trésorerie du Groupe (réduction significative du recours au personnel intérimaire et aux sous-traitants, diminution de la consommation de pièces détachées et des dépenses de marketing).

2 SEGMENT GETLINK

Le segment Getlink intègre les activités de la société mère du Groupe, Getlink SE, ainsi que de ses filiales directes, notamment le centre de formation ferroviaire CIFFCO.

Au premier semestre 2020, les charges d'exploitation s'élèvent à 7 millions d'euros, en diminution de 2 millions d'euros par rapport à 2019.

3 SEGMENT EUROPORTE

Le segment Europorte, qui intervient sur l'ensemble de la chaîne logistique du transport ferroviaire de marchandises, essentiellement sur le territoire français, regroupe, notamment, Europorte France et Socorail.

En millions d'euros Amélioration / (détérioration) du résultat	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variation M€
Chiffre d'affaires	58	66	(8)
Achats et charges externes	(23)	(27)	4
Charges de personnel	(25)	(26)	1
Charges d'exploitation	(48)	(53)	5
Marge d'exploitation (EBITDA)	**10**	**13**	**(3)**

Au premier semestre 2020, Europorte a enregistré une diminution de son chiffre d'affaires de 8 millions d'euros et de son EBITDA de 3 millions d'euros due dans un premier temps à la poursuite de la grève SNCF Réseau jusqu'au 13 janvier et puis à la crise du COVID-19 à compter de mi-mars. Europorte a été moins touché par la crise sanitaire qu'Eurotunnel, mais un dispositif d'activité partielle a été néanmoins mise en place pour une partie de son personnel suite à l'arrêt de certains sites industriels (notamment automobile et cimenteries).

4 SEGMENT ELECLINK

ElecLink a pour objet la réalisation et l'exploitation d'une interconnexion électrique de 1 GW entre la France et la Grande-Bretagne. Les travaux ont démarré en 2016 et la mise en exploitation de l'interconnexion est désormais prévue début janvier 2022.

Les coûts directement attribuables au projet sont comptabilisés en immobilisations en cours. Au cours du premier semestre 2020, l'investissement dans le projet s'est élevé à 26 millions d'euros.

5 MARGE D'EXPLOITATION (EBITDA)

L'EBITDA par segment d'activité évolue comme suit :

En millions d'euros	Eurotunnel	Getlink	Europorte	ElecLink	Total Groupe
EBITDA 1er semestre 2019 *	251	(8)	13	(1)	**255**
Amélioration / (détérioration) :					
Chiffre d'affaires	(145)	(1)	(8)	–	**(154)**
Charges d'exploitation	14	2	5	1	**22**
Total variations	**(131)**	**1**	**(3)**	**1**	**(132)**
EBITDA 1er semestre 2020	**120**	**(7)**	**10**	**–**	**123**

* *Recalculé au taux de change du compte de résultat du premier semestre 2020 (1£ = 1,146 €).*

Malgré les mesures mises en place pour limiter ses effets, la diminution soudaine et brutale du trafic à partir de mars 2020 résultant de la pandémie de COVID-19, a eu un impact très significatif sur la marge d'exploitation (EBITDA) consolidée du Groupe d'un montant de 123 millions d'euros au premier semestre 2020, en diminution de 52 % par rapport à 2019.

6 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (EBIT)

À 91 millions d'euros, les dotations aux amortissements sont en hausse de 5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019, conséquence des investissements réalisés en 2019 et au premier semestre 2020.

Le résultat opérationnel courant pour le premier semestre 2020 est de 32 millions d'euros, en baisse de 137 millions d'euros (-81 %) par rapport à 2019.

Le résultat opérationnel du premier semestre 2020 est en baisse de 133 millions d'euros (-81 %) par rapport à 2019, à 31 millions d'euros.

7 FRAIS FINANCIERS NETS

À 118 millions d'euros pour les six premiers mois de 2020, le coût de l'endettement financier net est en baisse de 15 millions d'euros par rapport à 2019 à taux de change constant. Cette évolution résulte pour l'essentiel des effets de la baisse des taux d'inflation britannique et français sur le coût de la tranche indexée de la dette (13 millions d'euros) et de l'augmentation de la capitalisation des intérêts liés au financement d'ElecLink (2 millions d'euros).

Au premier semestre 2020, les autres produits financiers d'un montant net de 2 millions d'euros sont constitués essentiellement du produit des obligations G2 détenues par le Groupe (2019 : 6 millions d'euros). Ces produits sont en baisse de 4 millions d'euros en raison de la baisse du taux d'inflation britannique.

8 RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Le résultat avant impôts des activités poursuivies du Groupe pour le premier semestre 2020 est une perte de 85 millions d'euros, en diminution de 122 millions d'euros par rapport à 2019 à taux de change constant. L'évolution du résultat des activités poursuivies avant impôts par segment d'activité par rapport au premier semestre 2019 est détaillée ci-après :

En millions d'euros	**Eurotunnel**	**Getlink**	**Europorte**	**ElecLink**	**Total activités poursuivies**
Résultat avant impôts des activités poursuivies du 1er semestre 2019 *	**39**	**(2)**	**1**	**(1)**	**37**
Amélioration / (détérioration) du résultat :					
Chiffre d'affaires	-145	-1	-8	-	-154
Charges d'exploitation	+14	+2	+5	+1	+22
EBITDA	**-131**	**+1**	**-3**	**+1**	**-132**
Amortissements	-3	-1	-1	-	-5
Résultat opérationnel courant	**-134**	**-**	**-4**	**+1**	**-137**
Autres produits / charges opérationnels nets	+3	+1	-	-	+4
Résultat opérationnel (EBIT)	**-131**	**+1**	**-4**	**+1**	**-133**
Charges financières nettes et autres	+48	-48	+2	+9	+11
Total variations	**-83**	**-47**	**-2**	**+10**	**-122**
Résultat avant impôts des activités poursuivies du 1er semestre 2020	**(44)**	**(49)**	**(1)**	**9**	**(85)**

* *Recalculé au taux de change du compte de résultat du premier semestre 2020 (1£ = 1,146 €).*

Après prise en compte d'une charge nette de 3 millions d'euros d'impôts sur les bénéfices et du profit net des activités non poursuivies de 9 millions d'euros (voir notes A.4 et C.2 des états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020), le résultat net consolidé du Groupe du premier semestre 2020 est une perte de 79 millions d'euros à comparer à un profit de 41 millions d'euros à taux de change équivalent pour le premier semestre 2019.

ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

En millions d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Taux de change €/£	1,096	1,175
Actifs immobilisés	6 700	6 734
Autres actifs non courants	558	613
Total des actifs non courants	**7 258**	**7 347**
Clients et comptes rattachés	75	77
Autres actifs courants	81	83
Trésorerie et équivalents de trésorerie	511	525
Total des actifs courants	**667**	**685**
Total de l'actif	**7 925**	**8 032**
Capitaux propres	1 376	1 639
Dettes financières	4 813	4 998
Instruments de couverture	1 329	1 055
Autres passifs	407	340
Total des passifs et capitaux propres	**7 925**	**8 032**

Le tableau ci-dessus présente un résumé du bilan consolidé du Groupe au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019. Les principaux éléments et évolutions sont les suivants (présentés en contre-valeur au taux de change de chaque période) :

- Au 30 juin 2020, le poste « Actifs immobilisés » est essentiellement constitué des immobilisations incorporelles et corporelles du segment Eurotunnel pour un montant de 5 823 millions d'euros, du segment ElecLink pour un montant de 772 millions d'euros et du segment Europorte pour un montant de 96 millions d'euros. Entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 l'investissement de 26 millions d'euros au titre du segment ElecLink s'explique principalement par les frais capitalisés au titre du projet.
- Les « Autres actifs non courants » au 30 juin 2020 comprennent principalement les obligations G2 indexées sur l'inflation détenues par le Groupe à hauteur de 320 millions d'euros, ainsi que l'actif d'impôt différé d'un montant de 193 millions d'euros.
- Au 30 juin 2020, le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 511 millions d'euros après des dépenses nettes d'investissement d'un montant de 36 millions d'euros et des versements liés au service de la dette (intérêts nets, remboursements et frais) à hauteur de 124 millions d'euros.
- Les « Capitaux propres » sont en diminution de 263 millions d'euros en raison de l'impact du recyclage en résultat de la juste valeur des instruments de couverture partiellement résiliés et de la variation de la juste valeur des instruments sur la période (239 millions d'euros), de la comptabilisation d'une perte actuarielle sur avantages de personnel à hauteur de 62 millions d'euros ainsi que de l'impact du résultat de la période (perte de 79 millions d'euros). Cette diminution est partiellement compensée par l'impact de l'évolution du taux de change sur l'écart de conversion de 115 millions d'euros.
- Les « Dettes financières » sont en diminution de 185 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 en conséquence de l'effet du taux de change sur la dette en livre sterling (157 millions d'euros), des remboursements contractuels de principal à hauteur de 26 millions d'euros et de la diminution des passifs liés aux contrats de location de 6 millions d'euros. Ces diminutions sont partiellement compensées par une augmentation de 9 millions d'euros provenant de l'impact de l'amortissement des frais d'émission d'emprunts et de l'indexation sur l'inflation des tranches indexées de l'Emprunt à Long Terme.
- Le passif au titre de la juste valeur des « Instruments de couverture » est en augmentation de 274 millions d'euros en raison de l'impact de la baisse des taux à long terme sur la valeur de marché des instruments.
- Les « Autres passifs » sont constitués de 255 millions d'euros de dettes d'exploitation, provisions et autres passifs et de 152 millions d'euros liés aux engagements de retraite.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Variations des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Taux de change €/£	1,096	1,115
Variation de trésorerie courante	158	279
Autres produits et charges opérationnels et impôt	14	12
Flux de trésorerie net lié aux activités opérationnelles	**172**	**291**
Flux de trésorerie net lié aux activités d'investissement	(36)	(101)
Flux de trésorerie net lié aux activités de financement	(129)	(311)
Flux de trésorerie net lié aux activités non poursuivies *	(6)	–
Variation de trésorerie totale	**1**	**(121)**

* *Segment maritime MyFerryLink, voir note C.2 des états financiers semestriels résumés au 30 juin 2020.*

À 158 millions d'euros, la variation de trésorerie courante des activités poursuivies du premier semestre 2020 est en diminution de 121 million d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cette évolution s'explique essentiellement par l'impact de la pandémie COVID-19 sur les activités d'Eurotunnel :

- les flux de trésorerie nets provenant des activités d'Eurotunnel et Getlink sont en diminution de 118 millions d'euros à 151 millions d'euros (premier semestre 2019 : 269 millions d'euros) ;
- les flux de trésorerie nets provenant des activités d'Europorte sont en diminution de 2 million d'euros, à 8 millions d'euros (premier semestre 2019 : 10 millions d'euros) ; et
- les dépenses opérationnelles d'ElecLink restent relativement stables à environ 1 million d'euros.

Le flux de trésorerie net lié aux autres produits et charges opérationnels et impôt de 14 millions d'euros est principalement lié à l'encaissement d'un montant de 11 millions de livres au titre de l'accord transactionnel entre le secrétaire d'État britannique aux Transports et Eurotunnel conclu en 2019. Le premier semestre 2020 a vu des encaissements nets de 2 millions d'euros liés aux impôts à comparer avec des encaissements nets de 6 millions d'euros au premier semestre 2019. Les paiements liés aux autres charges opérationnelles sont en diminution au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019.

Au premier semestre 2020, les flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement de 36 millions d'euros, en baisse de 65 millions d'euros en conséquence de la décision du Groupe de reporter une partie importante de ses dépenses d'investissement prévues sur le premier semestre 2020 à la suite du crise COVID-19, sont composés essentiellement :

- d'un montant net de 38 millions d'euros lié aux activités d'Eurotunnel et Getlink (40 millions d'euros au premier semestre 2019). Les principales dépenses d'investissement pendant la période portent pour 5 millions d'euros sur les aménagements en vue du Brexit, 11 millions d'euros sur l'infrastructure, 11 millions d'euros sur le matériel roulant et 8 millions d'euros pour des projets informatiques et digitaux, et
- des encaissements nets de 2 millions d'euros liés aux travaux de construction du projet d'ElecLink principalement au titre du remboursement d'un dépôt de garantie détenu par RTE dans le cadre des marchés de capacité français (décaissements de 60 millions d'euros au premier semestre 2019).

Les flux de trésorerie nets liés aux activités de financement au premier semestre 2020 représentent un décaissement de 129 millions d'euros par rapport à 311 millions d'euros au premier semestre 2019. En 2020, ils sont composés :

- d'un décaissement net de 5 millions d'euros au titre d'opérations sur le capital, constitué :
  - de décaissements de 4 millions d'euros au titre du programme du contrat de liquidité au premier semestre 2020 (2019 : encaissements de 3 millions d'euros) et d'un encaissement d'1 million d'euros (2019 : 3 millions d'euros) au titre de l'exercice des stock options ; au premier semestre 2020, 2 millions d'euros ont été versés au titre du programme du rachat d'actions (2019 : 0 million d'euros) ; et
  - d'une absence de versement de dividende au premier semestre 2020 (193 millions d'euros en 2019).
- du coût net du service de la dette à hauteur de 124 millions d'euros, constitué :
  - des intérêts payés de 91 millions d'euros sur l'Emprunt à Long Terme et sur les autres emprunts (au premier semestre 2019 : 92 millions d'euros) ;
  - du versement de 26 millions d'euros au titre des remboursements contractuels de l'Emprunt à Long Terme et des autres emprunts (au premier semestre 2019 : 25 millions d'euros) ;
  - de l'encaissement de 3 millions d'euros au titre du remboursement contractuel et de 3 millions d'euros au titre de l'intérêt reçu sur les obligations G2 détenues par le Groupe ;
  - des paiements de 10 millions d'euros (au premier semestre 2019 : 10 millions d'euros) liés aux contrats de location présentés en flux de trésorerie liés aux activités de financement en application d'IFRS 16 ; et
  - des frais liés à l'opération de simplification de la dette conclue en 2015 pour un montant de 3 millions d'euros (4 millions d'euros au premier semestre 2019).

Le décaissement net lié aux activités non poursuivies de 6 millions d'euros au premier semestre 2020 est constitué essentiellement du versement de 7 millions d'euros effectué par le Groupe dans le cadre de l'accord transactionnel conclu en février 2020 mettant fin à l'ensemble des recours engagés suite à la liquidation de la SCOP SeaFrance en juillet 2015 (voir note A.4 des états financiers semestriels résumés au 30 juin 2020).

Free Cash Flow

Le Free Cash Flow du Groupe, défini à la section 2.1.3.b du Document d'Enregistrement Universel 2019, représente les flux de trésorerie générés par ses activités courantes.

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Taux de change €/£	1,096	1,115
Flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles	172	291
Flux de trésorerie net lié aux activités d'investissement	(38)	(41)
Service de la dette (intérêts versés, frais et remboursements)	(124)	(123)
Intérêts reçus et autres recettes	1	2
Free Cash Flow des activités poursuivies	**11**	**129**
Free Cash Flow des activités non poursuivies	(6)	–
Free Cash Flow	**5**	**129**
Dividende versé	–	(193)
Rachat des actions propres et contrat de liquidité (net)	(6)	3
ElecLink : investissements	2	(60)
Utilisation du Free Cash Flow	**(4)**	**(250)**
Variation de trésorerie	**1**	**(121)**

À 11 millions d'euros pour les six premiers mois de 2020, le Free Cash Flow des activités poursuivies est en diminution de 118 millions d'euros par rapport à la même période de 2019 pour les raisons détaillées dans la section ci-dessus.

AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

Covenants financiers d'Eurotunnel Holding SAS

Le ratio de couverture du service de la dette est calculé sur la base des flux de trésorerie des entités du sous-groupe Eurotunnel Holding SAS, étant définis comme leurs flux de trésorerie nets opérationnels diminués des investissements et des impôts par rapport au montant du service de la dette sur une période glissante de 12 mois. Le ratio de couverture synthétique du service de la dette est calculé sur la même base mais en tenant compte d'un amortissement théorique de l'Emprunt à Long Terme. Ces *covenants* sont décrits à la section 8.2.4 du Document d'Enregistrement Universel 2019.

Pour les 12 mois au 30 juin 2020, les engagements financiers au titre de ces *covenants* ont été respectés.

Ratios financiers de Getlink SE (*incurrence covenants*)

Comme exposé à la section « Situation de trésorerie et ratios financiers » ci-après, les ratios financiers de Getlink SE (ratio de levier financier et ratio de couverture du service de la dette) sont des « *incurrence covenants* », dont le non-respect peut le cas échéant empêcher la réalisation de certaines opérations tels que décrits à la section 8.2.5 du Document d'Enregistrement Universel 2019.

PERSPECTIVES

Les résultats et la situation financière du Groupe au premier semestre 2020, et en particulier ceux du segment Eurotunnel, ont été fortement impactés par les effets de la mise en place des mesures de confinement strictes prises par les gouvernements français et britannique à partir de la mi-mars 2020 pour contenir la pandémie de COVID-19. Les conséquences sur l'activité du Groupe sont exposées dans le présent rapport d'activité semestriel ainsi que dans les notes A.1 et D.5 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2020.

Dans ce contexte, le Groupe a établi un nouveau plan d'affaires couvrant la période 2020 à 2022 afin d'estimer l'impact de la crise sur l'évolution de son activité, de sa trésorerie et de sa situation financière. Ce plan, qui intègre les résultats du premier semestre 2020, a été établi sur la base des meilleures estimations du Groupe à date de l'évolution probable de la crise sanitaire, des mesures gouvernementales et de la situation économique en Europe et au Royaume-Uni sur le reste de l'année 2020 et sur le moyen terme.

Les principales hypothèses utilisées dans l'établissement de ces projections sont détaillées ci-après :

Conditions macro-économiques

- Le maintien en place de la libre circulation des personnes entre le Royaume-Uni et le Continent suite à l'instauration à partir du 10 juillet d'un *travel corridor* entre les deux pays ;
- L'absence de nouveaux confinements de la population ou de restrictions de circulation en cas d'une éventuelle deuxième vague de la pandémie ;
- Un Brexit au 1er janvier 2021 à la fin de la période de transition associé à des accords commerciaux conclus entre le Royaume-Uni et l'Union européenne limitant les perturbations à la frontière ; et
- Une récession économique au Royaume-Uni et en Europe qui pourrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2021.

Activité Eurotunnel

- Une reprise progressive du trafic des Navettes Passagers au cours de l'été 2020 bénéficiant de la réouverture complète de la frontière entre le Royaume-Uni et la France et du positionnement des Navettes comme mode de transport plus « sécurisé » dans le contexte du risque sanitaire. Avec des campagnes de marketing et de communication sur ce thème ciblant à la fois des clients existants et nouveaux, le Groupe a constaté, depuis l'annonce du gouvernement britannique d'un *travel corridor* avec le Continent, une forte augmentation du nombre de réservations pour la période estivale. Afin de répondre à cette reprise de la demande, le Groupe a mis fin aux mesures partielles d'activité pour son personnel en France à partir du 1er juillet 2020 et a réduit le recours au *furloughing* pour son personnel britannique.
- Un trafic Eurostar en progression sur le deuxième semestre 2020 mais de manière plus mesurée du fait de limitations de capacité et un marché international toujours impacté par la crise. Les dernières annonces d'Eurostar relatives à la reprise de ses services sur le reste de l'année confirment cette tendance.
- Un trafic des Navettes Camions sur le deuxième semestre 2020 bénéficiant de la réouverture des chaines de production et de la reprise de l'activité commerciale en Europe, mais impacté par un environnement économique incertain dans le cadre des conséquences de la crise sanitaire et du contexte du Brexit.
- Une maîtrise des coûts opérationnels notamment par la gestion dynamique des plans de capacité et d'exploitation en fonction des trafics.
- Des trafics des Navettes Camions et Eurostar en 2021 toujours impactés par les effets de la récession économique au Royaume-Uni et au niveau mondial ; un rebond du trafic voitures des Navettes Passagers porté par la diminution du risque sanitaire et par l'effet des nombreux événements reportés en 2021.

Malgré les incertitudes qui subsistent quant aux accords commerciaux qui seront négociés entre le Royaume-Uni et l'Union européenne à la fin de la période de transition du Brexit au 31 décembre 2020, le Groupe, au vu de l'ensemble des mesures de préparation déjà mises en œuvre et destinées à maintenir la fluidité de passage sur ses terminaux, reste confiant en sa capacité d'assurer la gestion optimale des flux de trafic sur les sites, indépendamment du contexte règlementaire potentiel.

En 2019, le Groupe a lancé un important programme d'investissements ciblés sur le renforcement de la qualité de service et la modernisation de ses infrastructures et de ses équipements. Dans le cadre des actions visant à compenser les effets de la crise sanitaire, le Groupe a révisé le calendrier de certains investissements. Le report d'une partie des dépenses prévues en 2020 ne modifie pas cette stratégie et ne devrait pas avoir un impact significatif sur le calendrier d'ensemble de sa mise en œuvre.

Activité Europorte

Europorte, malgré l'impact de la crise sanitaire sur son trafic et ses résultats au premier semestre, devrait retrouver le niveau d'activité attendu sur la deuxième partie de l'année et, conforté par une stratégie de rentabilité des opérations et de qualité de service, devrait poursuive sa croissance maîtrisée.

ElecLink

En ce qui concerne ElecLink, dont les travaux de construction des stations de conversion et de fabrication du câble ont été achevés en 2019, le Groupe a poursuivi les échanges avec la CIG et le Comité de Sécurité du Tunnel pour leur permettre de prendre une décision globale sur l'autorisation de mise en service de l'interconnexion, sur la base du dossier final de soumission déclaré complet le 24 mars 2020. Du fait de la crise sanitaire et des mesures de confinement, la date d'annonce de la décision de la CIG, prévue en avril 2020, a été repoussée. La CIG a informé le Groupe le 8 juillet 2020 que la crise sanitaire avait entraîné un retard supplémentaire dans son processus de décision. En conséquence, le Groupe attend une autorisation de la CIG au cours du second semestre 2020, l'Établissement Public de Sécurité Ferroviaire ayant émis un

rapport positif quant à la poursuite du projet. Dans ce contexte et en tenant compte de l'impact probable de la crise sur la reprise du chantier, le Groupe prévoit, à ce jour, une mise en service de l'interconnexion début janvier 2022.

Le 11 juin 2020, les régulateurs nationaux ont émis un avis en faveur d'une première prolongation de cinq mois de la date limite de mise en service commerciale de l'interconnexion portant ainsi cette date au 31 décembre 2020. Ce délai supplémentaire permettra aux régulateurs d'instruire la demande de prolongation de l'exemption d'ElecLink au regard de la décision de la CIG et du calendrier de mise en service effectif de l'interconnexion qui en découlera. ElecLink sera donc amené à demander une nouvelle prolongation de la date limite de mise en service dès que la CIG aura rendu sa décision. La position des régulateurs nationaux devrait être confirmée par la Commission européenne avant la fin juillet 2020.

Objectifs

Au vu des résultats du premier semestre et des perspectives à date et sur la base de ses dernières prévisions financières, le Groupe fixe un nouvel objectif financier d'un EBITDA 2020 à 350 millions d'euros au taux de change de 1 £ = 1,14 € et à périmètre constant. Cet objectif est établi sur la base des hypothèses détaillées ci-dessus notamment le maintien de la libre circulation des personnes et des biens entre le Royaume-Uni et l'Europe continentale suite à la réouverture des frontières et l'absence d'une deuxième vague de la pandémie de COVID-19 qui nécessiterait de nouveaux confinements de la population. Le Groupe avait annoncé le 18 mars 2020, qu'il ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs d'EBITDA 2020 annoncés en début d'année dans le contexte de la crise COVID-19.

Le 3 avril 2020, le Groupe a annoncé le retrait du projet de distribution de son dividende 2019. Le Groupe communiquera ultérieurement sur sa politique de dividende pour 2020 à la lumière de l'impact de l'évolution de la situation sanitaire et économique sur ses activités au deuxième semestre 2020.

Dans ces circonstances, compte tenu du contexte de la crise sanitaire et de ses conséquences sur son activité, et au vu du retard annoncé de mise en exploitation d'ElecLink, le Groupe ne maintient pas son objectif d'EBITDA de 735 millions d'euros à horizon 2022 publié dans son Document d'Enregistrement Universel 2019.

Situation de trésorerie et ratios financiers

Sur la base de ses dernières prévisions révisées, dont les principales hypothèses sont exposées ci-dessus, le Groupe disposera d'un niveau de liquidité suffisant lui permettant de couvrir le service de sa dette en 2020 et 2021 ainsi que le financement de ses activités.

Comme indiqué respectivement aux notes G.1.2 et G.1.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019 et aux sections 8.2.4 et 8.2.5 du Document d'Enregistrement Universel 2019, le Groupe est tenu de respecter des *covenants* liés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel dont la rupture pourrait constituer des cas de défaut, et des ratios financiers (« *incurrence covenants* ») attachés aux Obligations Sénior Garanties émises par Getlink SE, dont le non-respect peut le cas échéant empêcher la réalisation de certaines opérations comme le versement de dividendes ou la levée de financements supplémentaires, sans toutefois donner lieu à un cas de défaut.

Sur la base de ses dernières prévisions révisées, le Groupe estime être en mesure de respecter au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2021 les *covenants* liés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel et le ratio « *incurrence covenants* » de couverture du service de la dette lié aux Obligations Sénior Garanties de Getlink SE qui conditionne le versement de dividendes. Toutefois, le Groupe a effectué des analyses de sensibilité par rapport aux principales hypothèses retenues, dont certaines si elles se réalisaient pourraient entrainer un non-respect de ses covenants associés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel et de ce ratio « *incurrence covenants* » lié aux Obligations Sénior Garanties. Dans cette perspective, le Groupe maintient une communication régulière avec ses créanciers sur l'évolution de sa situation et de ses résultats, et reste confiant sur sa capacité d'obtenir les dérogations requises si nécessaire.

En raison des niveaux attendus de son EBITDA en 2020 et 2021, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de respecter l'autre ratio « *incurrence covenants* » de levier financier lié aux Obligations Sénior Garanties de Getlink SE à ces deux dates, qui conditionne la levée de financements supplémentaires. Toutefois, selon les termes des Obligations Sénior Garanties de Getlink SE et de l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel, le Groupe a la possibilité de solliciter des facilités de crédit supplémentaires d'un montant total de 625 millions d'euros dont la mise en place n'est conditionnée au respect d'aucun *covenant* ou ratio financier. Au-delà de ce montant, la souscription d'endettement supplémentaire est conditionnée au respect de ce ratio « *incurrence covenants* » de levier financier.

Compte tenu de la solidité de son bilan financier et de son excellence opérationnelle, le Groupe reste confiant quant à la solidité de son modèle économique et à sa capacité à renouer rapidement avec la croissance de son chiffre d'affaires et de ses marges lors de la sortie de crise.

RISQUES

Le Groupe a procédé à la revue de l'impact de la crise sur les risques et incertitudes majeurs identifiés et détaillés dans le chapitre 3 « Risques et contrôle » du Document d'Enregistrement Universel 2019 et a considéré les risques induits par le risque pandémique qui a fait émerger d'autres risques, lesquels jusqu'à maintenant n'étaient pas considérés comme majeurs pour le Groupe.

Risques liés à l'environnement dans lequel opère Getlink

La pandémie COVID-19 et les mesures restrictives mises en œuvre ont fortement impacté le trafic et les revenus du Groupe déjà affectés par les incertitudes autour du Brexit. Des mesures de déconfinement progressif ont été instaurées à partir de la mi-mai et les prévisions établies par le Groupe pour les six prochains mois se fondent sur l'hypothèse de la poursuite de ces mesures et d'un retour progressif de ses trafics. Néanmoins la crise sanitaire aura des conséquences sur les conditions macro-économiques non seulement au Royaume-Uni et en Europe, mais aussi au niveau mondial : l'évolution des habitudes de voyage qui pourrait se traduire à court terme par une certaine réticence à se déplacer même après la réouverture des

frontières. L'impact significatif de la crise sur l'activité économique européenne et mondiale au cours des derniers mois et son effet sur l'activité commerciale ou sur le pouvoir d'achat pourraient s'avérer conséquents et durables. Par ailleurs, les mesures exceptionnelles prises pendant la crise sanitaire ont réduit la capacité des gouvernements de faire face à une récession économique prolongée.

À court terme, une nouvelle détérioration de la situation sanitaire ou une deuxième vague de la pandémie dans les prochains mois, accompagnées d'un nouveau confinement des populations pourrait avoir un impact significatif défavorable sur les activités du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe reste confiant dans l'adéquation des mesures déjà mises en place pour préparer la gestion de ses trafics dans le cadre du Brexit et estime que les perturbations opérationnelles de ses activités devraient être limitées.

Risques liés à l'exercice des activités du Groupe

Dans le cadre de la crise sanitaire et des mesures de confinement, le Groupe a limité ses dépenses d'investissement au premier semestre 2020 en priorisant les projets portant sur la sécurité et la continuité d'exploitation du Tunnel, ainsi que sur la préparation du Brexit. Les projets d'investissement stratégiques d'Eurotunnel, ainsi que le chantier ElecLink, devraient reprendre au cours du second semestre 2020. Les conséquences éventuelles de la crise sur la situation de certains fournisseurs, sur la disponibilité et la livraison de matériels ou sur l'organisation des travaux pourraient impacter le déroulement de ces projets dans un premier temps.

La santé et la sécurité des salariés, clients, fournisseurs et autres partenaires du Groupe restent des enjeux prioritaires dans le contexte sanitaire actuel. De nombreuses mesures ont été mises en place pour protéger l'ensemble des clients, salariés ou personnes travaillant dans les différents locaux du Groupe et utilisant ses services. Le Groupe continuera à appliquer ces mesures tout en les adaptant en fonction des nécessités de l'évolution de la situation sanitaire et des risques associés.

L'activité réduite pendant la période de confinement et les conséquences de cette pandémie à moyen et long terme pourraient impacter les résultats du Groupe, et plus particulièrement sa trésorerie. Au cours du premier semestre 2020, le Groupe a mis en place un plan d'actions afin d'ajuster ses dépenses à la baisse d'activité et a par ailleurs annoncé le 3 avril 2020 sa décision, confortée par le vote de l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2020, de ne pas verser de dividende au titre de 2019.

Il convient néanmoins de rappeler que le Groupe dispose d'une liquidité très importante, avec une trésorerie nette disponible de plus 510 millions d'euros à fin juin 2020. Comme indiqué ci-dessus, le Groupe a la possibilité de solliciter des facilités de crédit supplémentaires d'un montant total de 625 millions d'euros dont la mise en place n'est conditionnée à aucun *covenant* financier. Au-delà de ce montant la souscription d'endettement supplémentaire est conditionnée au respect d'un ratio de levier.

À une échelle de temps plus grande, d'autres risques financiers du Groupe pourraient être impactés par un effet prolongé de la crise, notamment le risque de défaut ou de retard de paiement de certains clients ainsi que l'impact de l'évolution du taux de change sur ses activités.

PARTIES LIÉES

Sur le premier semestre 2020, le Groupe n'a pas eu d'opération avec les parties liées au sens de la norme IAS 24.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Note	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Chiffre d'affaires	D.1	369 480	523 042	1 085 277
Achats et charges externes	D.2	(128 687)	(142 753)	(272 712)
Charges de personnel	E	(118 072)	(124 974)	(252 323)
Marge d'exploitation (EBITDA)	D.1	**122 721**	**255 315**	**560 242**
Dotation aux amortissements	F	(91 133)	(86 671)	(181 739)
Résultat opérationnel courant		**31 588**	**168 644**	**378 503**
Autres produits opérationnels	D.3	37	87	38 082
Autres charges opérationnelles	D.3	(491)	(4 304)	(7 546)
Résultat opérationnel		**31 134**	**164 427**	**409 039**
Produits financiers	G.6	813	1 324	2 640
Coût de l'endettement financier brut	G.6	(118 499)	(134 626)	(259 503)
Coût de l'endettement financier net		(117 686)	(133 302)	(256 863)
Autres produits financiers	G.7	42 549	15 016	45 206
Autres charges financières	G.7	(40 733)	(9 363)	(41 060)
Résultat des activités poursuivies avant impôts : (perte)/profit		**(84 736)**	**36 778**	**156 322**
Impôts sur les bénéfices des activités poursuivies	I.1	(2 780)	3 884	2 015
Résultat net des activités poursuivies : (perte)/profit		**(87 516)**	**40 662**	**158 337**
Résultat net des activités non poursuivies : profit/(perte)	C.2	8 696	(57)	603
Résultat net consolidé : (perte)/profit		**(78 820)**	**40 605**	**158 940**
Résultat net attribuable :				
Part du Groupe		(78 820)	40 605	158 940
Résultat net par action (en euros) :	H.3			
Résultat de base, part du Groupe		(0,15)	0,08	0,30
Résultat dilué, part du Groupe		(0,15)	0,08	0,29
Résultat de base des activités poursuivies		(0,16)	0,08	0,30
Résultat dilué des activités poursuivies		(0,16)	0,08	0,29

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Note	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Éléments non recyclables en résultat net :				
Gains et pertes actuariels sur avantages de personnel		(61 656)	(20 954)	(3 835)
Impôts liés	I	1 931	1 125	602
Éléments recyclables en résultat net :				
Écarts de conversion		115 114	3 837	(82 279)
Instruments de couverture de taux : variation de la valeur de marché et recyclage de la juste valeur des instruments partiellement résiliés	G.2	(233 771)	(215 724)	(251 741)
Impôts liés	I	(5 430)	(7 001)	(12 724)
Perte nette enregistré directement en capitaux propres		**(183 812)**	**(238 717)**	**(349 977)**
(Perte)/profit de la période - part du Groupe		(78 820)	40 605	158 940
Total des pertes comptabilisés		**(262 632)**	**(198 112)**	**(191 037)**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les taux de change applicables aux états financiers sont indiqués à la note B.2 ci-dessous.

BILAN CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
ACTIF			
Écarts d'acquisition ElecLink	F	20 392	20 392
Immobilisations incorporelles ElecLink	F	119 955	119 955
Droit d'utilisation des contrats de location (IFRS 16)		29 170	35 241
Total des immobilisations incorporelles	F	**169 517**	**175 588**
Immobilisations mises en Concession		5 819 966	5 872 657
Immobilisations propres		710 642	685 864
Dont ElecLink		*630 438*	*605 080*
Europorte		*72 296*	*73 833*
Total des immobilisations corporelles		**6 530 608**	**6 558 521**
Titres mis en équivalence		50	–
Impôts différés actif	I.2	192 971	204 638
Autres actifs financiers	G.3	364 969	407 765
Total des actifs non courants		**7 258 115**	**7 346 512**
Stocks		2 603	2 521
Clients et comptes rattachés		74 775	77 148
Autres créances		77 924	80 830
Autres actifs financiers	G.3	192	210
Trésorerie et équivalents de trésorerie		511 355	524 507
Total des actifs courants		**666 849**	**685 216**
Total de l'actif		**7 924 964**	**8 031 728**
PASSIF			
Capital social	H.1	220 000	220 000
Primes d'émission		1 711 796	1 711 796
Réserves	H.4	(815 176)	(675 092)
Résultat de l'exercice		(78 820)	158 940
Écart de conversion		338 117	223 003
Capitaux propres		**1 375 917**	**1 638 647**
Engagements de retraite		152 389	98 331
Dettes financières	G.1	4 680 082	4 852 737
Autres dettes financières	G.4	43 627	50 353
Instruments dérivés de taux	G.2	1 328 937	1 054 999
Total des passifs non courants		**6 205 035**	**6 056 420**
Provisions	D.4	3 096	14 728
Dettes financières	G.1	59 762	60 513
Autres dettes financières	G.4	29 422	34 324
Dettes d'exploitation		191 364	191 114
Dettes diverses et produits constatés d'avance		60 368	35 982
Total des passifs courants		**344 012**	**336 661**
Total des passifs et capitaux propres		**7 924 964**	**8 031 728**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les taux de change applicables aux états financiers sont indiqués à la note B.2 ci-dessous.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Capital social	Primes d'émission	* Réserves consolidées	Résultat	Écart de conversion	Total
1er janvier 2019	220 000	1 711 796	(361 117)	130 320	305 282	**2 006 281**
Transfert en réserves consolidées	–	–	130 320	(130 320)	–	**–**
Paiement de dividende	–	–	(193 014)	–	–	**(193 014)**
Paiements fondés sur des actions	–	–	10 676	–	–	**10 676**
Acquisition / vente d'actions auto-détenues	–	–	5 741	–	–	**5 741**
Résultat de l'exercice	–	–	–	158 940	–	**158 940**
Résultat net enregistré directement dans l'État de résultat global :						
▪ Gains et pertes actuariels sur avantages de personnel	–	–	(3 835)	–	–	**(3 835)**
▪ Impôts liés	–	–	602	–	–	**602**
▪ Variation de la valeur de marché des instruments de couverture de taux	–	–	(308 625)	–	–	**(308 625)**
▪ Recyclage de la juste valeur des instruments de couverture de taux partiellement résiliés	–	–	56 884	–	–	**56 884**
▪ Impôts liés	–	–	(12 724)	–	–	**(12 724)**
▪ Écarts de conversion	–	–	–	–	(82 279)	**(82 279)**
31 décembre 2019	**220 000**	**1 711 796**	**(675 092)**	**158 940**	**223 003**	**1 638 647**
Transfert en réserves consolidées	–	–	158 940	(158 940)	–	**–**
Paiement de dividende	–	–	–	–	–	**–**
Paiements fondés sur des actions **	–	–	5 281	–	–	**5 281**
Acquisition / vente d'actions auto-détenues	–	–	(5 379)	–	–	**(5 379)**
Résultat de la période	–	–	–	(78 820)	–	**(78 820)**
Résultat net enregistré directement dans l'État de résultat global :						
▪ Gains et pertes actuariels sur avantages de personnel	–	–	(61 656)	–	–	**(61 656)**
▪ Impôts liés	–	–	1 931	–	–	**1 931**
▪ Variation de la valeur de marché des instruments de couverture de taux (G.2)	–	–	(262 253)	–	–	**(262 253)**
▪ Recyclage de la juste valeur des instruments de couverture de taux partiellement résiliés (G.2)	–	–	28 482	–	–	**28 482**
▪ Impôts liés	–	–	(5 430)	–	–	**(5 430)**
▪ Écarts de conversion	–	–	–	–	115 114	**115 114**
30 juin 2020	**220 000**	**1 711 796**	**(815 176)**	**(78 820)**	**338 117**	**1 375 917**

* *Voir note H.4 ci-dessous.*
** *Dont 2 675 milliers d'euros au titre des actions gratuites et 2 606 milliers d'euros au titre des actions de préférence.*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les taux de change applicables aux états financiers sont indiqués à la note B.2 ci-dessous.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Note	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Marge d'exploitation (EBITDA) des activités poursuivies	D.1	122 721	255 315	560 242
Marge d'exploitation (EBITDA) des activités non poursuivies	C.2	(41)	(23)	21
Ajustement de taux	*	(2 802)	(3 676)	10 095
Variation des stocks		(82)	(245)	(229)
Variation des créances courantes		(10 152)	(3 363)	24 819
Variation des dettes courantes		49 326	30 964	(6 017)
Variation de trésorerie courante		**158 970**	**278 972**	**588 931**
Autres produits/(charges) opérationnelles		5 340	6 375	5 354
Impôts encaissés/(décaissés)		1 833	5 389	4 262
Flux de trésorerie net lié aux activités opérationnelles		**166 143**	**290 736**	**598 547**
Achats d'immobilisations		(36 049)	(101 047)	(246 583)
Ventes d'immobilisations		–	370	370
Flux de trésorerie net lié aux activités d'investissement		**(36 049)**	**(100 677)**	**(246 213)**
Opérations sur capital :				
Dividende versé		–	(193 014)	(193 014)
Exercice des stocks options		774	2 564	3 165
Rachat des actions propres		(1 970)	–	–
Flux net sur contrat de liquidité		(4 025)	2 771	2 652
Opérations financières :				
Frais payés sur nouveaux emprunts		–	(48)	(71)
Service net de la dette :				
Frais payés sur emprunts		(3 422)	(3 541)	(7 276)
Intérêts versés sur emprunts		(90 872)	(92 432)	(189 107)
Remboursement contractuel des emprunts		(25 565)	(24 718)	(52 383)
Encaissement du remboursement contractuel des obligations G2		2 584	2 448	5 331
Intérêts versés et remboursement des dettes sur obligations locatives	B.3.1	(10 413)	(9 598)	(21 114)
Intérêts reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie		770	1 311	2 761
Intérêts reçus sur autres actifs financiers		3 208	3 275	6 907
Flux de trésorerie net lié aux activités de financement		**(128 931)**	**(310 982)**	**(442 149)**
Variation de trésorerie		**1 163**	**(120 923)**	**(89 815)**

* *L'ajustement résulte de la prise en compte des éléments du compte de résultat au taux de clôture.*

Mouvements de la période

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	524 507	606 532	606 532
Incidence des variations des taux de change	(14 015)	(350)	7 981
Variation de trésorerie	1 163	(120 923)	(89 815)
Variation des intérêts	(300)	(20)	(191)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	**511 355**	**485 239**	**524 507**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés. Les taux de change applicables aux états financiers sont indiqués à la note B.2 ci-dessous.

NOTES ANNEXES

Getlink SE est l'entité consolidante du Groupe. Son siège social est situé au 3 rue La Boétie, 75008 Paris, France, et ses actions sont cotées sur le marché d'Euronext à Paris et, jusqu'au 26 juin 2020, sur NYSE Euronext Londres. Le terme « Getlink SE » utilisé ci-après fait référence à la société holding régie par le droit français. Le terme « Groupe » concerne l'ensemble économique composé de Getlink SE et de ses filiales.

Les activités du Groupe sont notamment la conception, le financement, la construction et l'exploitation de l'infrastructure et du système de transport de la Liaison Fixe, selon les termes de la Concession (expirant en 2086) par le segment Eurotunnel, l'activité de fret ferroviaire du segment d'Europorte ainsi que la réalisation et l'exploitation (prévue début janvier 2022) de l'interconnexion électrique 1 GW dans le tunnel sous la Manche par ElecLink. L'activité maritime a été abandonnée en 2015 (voir note C.2 ci-dessous).

Les états financiers consolidés semestriels résumés 2020 ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration qui s'est tenu le 22 juillet 2020.

A. Événements importants

A.1 Pandémie COVID-19

La COVID-19 a été déclarée pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé et les gouvernements français et britannique ont adopté, à partir du 17 et du 23 mars respectivement, des dispositions strictes de confinement de la population et de restriction de circulation des personnes sur les deux territoires et entre les deux pays.

La crise sanitaire et les mesures prises par les gouvernements ont lourdement impacté le trafic et l'organisation interne du Groupe, et plus particulièrement les activités d'Eurotunnel, qui connaissent depuis mi-mars une très forte baisse de son trafic, notamment des Navettes Passagers et du nombre de passagers Eurostar. L'activité des Navettes Camions a subi également une diminution significative de son trafic, cependant moins forte que celle des autres secteurs du fait de la nécessité de maintenir les flux d'approvisionnement de marchandises essentielles entre la France et le Royaume-Uni.

Malgré les mesures de déconfinement progressif mises en place depuis mi-mai, la mise en œuvre par le Royaume-Uni à partir du 8 juin 2020 d'une quarantaine de 14 jours pour la quasi-totalité des personnes entrant sur son territoire a fortement retardé la reprise du trafic des Navettes Passagers et des Eurostar.

L'activité d'Europorte a également été impactée au cours de la période, notamment les trafics du secteur automobile.

Face à cette situation, le Groupe a mis en œuvre un ensemble de mesures visant à permettre la circulation des biens, tout en assurant la sécurité sanitaire de ses clients et de son personnel.

Il a également pris des décisions visant à préserver ses capacités de trésorerie en mettant en œuvre des dispositifs d'activité partielle en France et au Royaume-Uni couvrant la quasi-totalité de son personnel en France et environ un tiers de son effectif britannique. Le Groupe a également annoncé le 3 avril 2020 l'annulation du versement de son dividende 2019.

L'impact de la crise sanitaire et des mesures gouvernementales mises en œuvre par le Groupe sur les résultats et la situation financière du Groupe au premier semestre 2020 est détaillé à la note D.5 des comptes consolidés semestriels résumés.

Les conséquences pour le Groupe de la pandémie COVID-19 sur l'année 2020 dépendront de l'évolution de l'épisode viral sur le reste de l'année et des décisions des autorités françaises et britanniques, ainsi que de leur impact sur l'économie en général et sur le transport transmanche en particulier.

Au vu des résultats du premier semestre et des perspectives à date, le Groupe confirme comme il l'avait annoncé le 18 mars 2020, qu'il ne sera pas en mesure d'atteindre ses objectifs d'EBITDA 2020 annoncés en début d'année.

Le Groupe a établi de nouvelles prévisions financières intégrant les informations disponibles à date et sa meilleure appréciation de la manière dont la situation et son activité pourraient évoluer sur les 18 prochains mois.

Sur la base de ces prévisions, le Groupe disposera d'un niveau de liquidité suffisant lui permettant de couvrir le service de sa dette en 2020 et 2021 ainsi que le financement de ses activités.

Comme indiqué respectivement aux notes G.1.2 et G.1.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019 et aux sections 8.2.4 et 8.2.5 du Document d'Enregistrement Universel 2019, le Groupe est tenu de respecter des covenants liés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel dont la rupture pourrait constituer des cas de défaut, et des ratios financiers (« incurrence covenants ») attachés aux Obligations Sénior Garanties émises par Getlink SE, dont le non-respect peut le cas échéant empêcher la réalisation de certaines opérations comme le versement de dividendes ou la levée de financements supplémentaires, sans toutefois donner lieu à un cas de défaut.

Sur la base de ses dernières prévisions révisées, le Groupe estime être en mesure de respecter au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2021 les covenants liés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel et le ratio « incurrence covenants » de couverture du service de la dette lié aux Obligations Sénior Garanties de Getlink SE qui conditionne le versement de dividendes. Toutefois, le Groupe a effectué des analyses de sensibilité par rapport aux principales hypothèses retenues, dont certaines si elles se réalisaient pourraient entrainer un non-respect de ses covenants associés à l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel et de ce ratio « incurrence covenants » lié aux Obligations Sénior Garanties. Dans cette perspective, le Groupe maintient une communication régulière avec ses créanciers sur l'évolution de sa situation et de ses résultats, et reste confiant sur sa capacité d'obtenir les dérogations requises si nécessaire.

En raison des niveaux attendus de son EBITDA en 2020 et 2021, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de respecter l'autre ratio « incurrence covenants » de levier financier lié aux Obligations Sénior Garanties de Getlink SE à ces deux

dates, qui conditionne la levée de financements supplémentaires. Toutefois, selon les termes des Obligations Sénior Garanties de Getlink SE et de l'Emprunt à Long Terme d'Eurotunnel, le Groupe a la possibilité de solliciter des facilités de crédit supplémentaires d'un montant total de 625 millions d'euros dont la mise en place n'est conditionnée au respect d'aucun ratio financier. Au-delà de ce montant, la souscription d'endettement supplémentaire est conditionnée au respect de ce ratio « incurrence covenants » de levier financier.

Le Groupe a tenu compte de ce contexte dans la détermination des principales estimations et hypothèses établies dans le cadre de l'arrêté de ses états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, tel qu'exposé à la note B.4 ci-dessous. Il confirme en outre que les indices de pertes de valeur identifiés sur les actifs de la Concession, d'Europorte et d'ElecLink l'ont conduit à effectuer des tests de dépréciation de ses actifs au 30 juin 2020, lesquels n'ont pas conduit à constater une dépréciation exceptionnelle à cette date (voir note F ci-dessous). Par ailleurs, l'exposition du Groupe au risque de crédit sur ses activités opérationnelles n'a pas conduit à reconsidérer de manière significative les pertes de crédit attendues sur ses clients au 30 juin 2020.

A.2 Brexit : sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Suite à la décision du référendum du 23 juin 2016 et du déclenchement de l'article 50 par le gouvernement britannique à fin mars 2017, la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne est intervenue le 31 janvier 2020. Une période de transition, qui a démarré à la date de sortie, prendra fin désormais au 31 décembre 2020 car le gouvernement britannique n'a pas demandé de prolongation avant la date limite du 1er juillet 2020. Le gouvernement britannique a indiqué que l'application des nouvelles dispositions serait progressive au cours du premier semestre 2021. Dans ce contexte, exacerbé par l'impact de la pandémie COVID-19 sur les négociations en cours, des incertitudes subsistent quant aux accords commerciaux qui seront conclus entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Au cours de la période, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'actions et d'investissements lancé mi-2018 et destiné à maintenir la fluidité du trafic sur la période post-Brexit, quel que soit le contexte politique et règlementaire.

Le Groupe a tenu compte de ce contexte dans la détermination des principales estimations et hypothèses établies dans le cadre de l'arrêté de ses états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, tel qu'exposé à la note B.4 ci-dessous.

A.3 Projet ElecLink

Après l'achèvement des travaux de construction des stations de conversion, de fabrication et de préparation du câble en 2019, l'avancement du projet sur le premier semestre 2020 a été impacté par la crise sanitaire. L'investissement dans le projet au cours du premier semestre 2020 s'élève à 26 millions d'euros (frais capitalisés), portant l'investissement total, depuis la prise de contrôle d'ElecLink par le Groupe en 2016, à 751 millions d'euros au 30 juin 2020, dont 630 millions d'euros d'immobilisations propres et 121 millions d'euros d'actifs incorporels (hors écart d'acquisition et impôt différé passif de même montant (20 millions d'euros)).

Au cours de la période, le Groupe a poursuivi les échanges avec la CIG, le Comité de Sécurité du Tunnel, le comité ad-hoc et le groupe de travail de leurs experts pour permettre à la CIG de prendre une décision globale sur l'autorisation pour l'installation du câble dans le Tunnel et pour la mise en service de l'interconnexion. Des études complémentaires de sécurité et des rapports d'experts indépendants ont été remis dans ce cadre. Du fait de la crise COVID-19, l'annonce de la décision de la CIG, prévue initialement en avril 2020 a été reportée. La CIG a informé le Groupe le 8 juillet 2020 que la crise sanitaire avait entraîné un retard supplémentaire dans son processus de décision. En conséquence, le Groupe attend une autorisation de la CIG au cours du second semestre 2020, l'Établissement Public de Sécurité Ferroviaire ayant émis un rapport positif quant à la poursuite du projet. Dans ce contexte et conscient de l'impact de la situation sanitaire sur le déroulement du chantier, le Groupe prévoit désormais une mise en service de l'interconnexion début janvier 2022.

Par ailleurs, l'exemption en vertu de l'article 17 du Règlement de l'Union européenne de l'électricité accordée à ElecLink par les régulateurs nationaux et la Commission européenne en 2014 est conditionnée à la mise en service de l'interconnexion avant le 31 juillet 2020.

Le 11 juin 2020, les régulateurs nationaux ont émis un avis en faveur d'une première prolongation de cinq mois de la date limite de mise en service de l'interconnexion portant ainsi cette date au 31 décembre 2020. Ce délai supplémentaire permettra aux régulateurs d'instruire la demande de prolongation de l'exemption d'ElecLink au regard de la décision de la CIG et du calendrier de mise en service effectif de l'interconnexion qui en découlera. ElecLink sera donc amené à demander une nouvelle prolongation de la date limite de mise en service dès que la CIG aura rendu sa décision. La position des régulateurs nationaux devrait être confirmée par la Commission européenne avant la fin juillet 2020.

A.4 Contentieux faisant suite à l'arrêt de l'activité maritime

Au cours de la période, les principaux litiges et recours liés à la cessation de l'activité maritime du Groupe en 2015 ont été réglés.

Un accord transactionnel a été conclu en février 2020 mettant fin à l'ensemble des recours engagés à la fois par le mandataire judiciaire de la SCOP SeaFrance, par les AGS et par les différentes sociétés du Groupe suite à la liquidation de la SCOP SeaFrance en juillet 2015. Dans le cadre de cet accord, le Groupe a réglé un montant forfaitaire, transactionnel et définitif de 7 millions d'euros.

Dans ce contexte le Groupe a repris la provision constituée dans ses comptes consolidés portant sur les risques liés à l'arrêt de son activité maritime (voir note D.4).

Par une sentence rendue le 30 avril 2020, la Chambre Arbitrale Maritime de Paris a de nouveau rejeté l'ensemble des demandes de DFDS portant sur la contestation du prix payé lors de l'acquisition auprès du Groupe des navires Rodin et Berlioz en 2017. Le Groupe, assisté de ses avocats, considère peu probable que DFDS puisse faire appel de cette décision.

B. Principes de préparation, principales règles et méthodes comptables

B.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ils ont été préparés conformément à la norme IAS 34. Ainsi, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de Getlink SE pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

B.2 Principes de préparation et de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés semestriels de Getlink SE et de ses filiales sont établis au 30 juin.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en utilisant les principes de conversion des devises définis dans les états financiers annuels au 31 décembre 2019.

Les taux moyens et de clôture des états financiers semestriels 2020 et 2019 et pour l'exercice 2019, ont été les suivants :

€/£	30 juin 2020	30 juin 2019	31 décembre 2019
Taux de clôture	1,096	1,115	1,175
Taux moyen	1,146	1,145	1,140

B.3 Évolution du référentiel comptable au 30 juin 2020

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2019 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

B.3.1 Textes adoptés par l'Union européenne dont l'application est obligatoire

Les textes adoptés par l'Union européenne dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 sont les suivants :

- modifications d'IAS 1 et IAS 8 – définition du terme « significatif » ;
- modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – réforme des taux d'intérêt de référence – phase 1 ;
- modifications d'IFRS 3 – définition d'une entreprise ; et
- modification temporaire d'IFRS 16 – compensation de loyers dans le cadre de COVID-19.

L'application de ces textes ainsi que des dernières décisions de l'IFRIC n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

B.3.2 Autres textes et amendements publiés par l'IASB mais non approuvés par l'Union européenne

Les textes suivants, concernant des règles et méthodes comptables appliquées spécifiquement par le Groupe, n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- modifications d'IAS 1 – classement des passifs en tant que courants ou non courants ;
- modifications d'IFRS 3 – regroupements d'entreprises – références au cadre conceptuel ;
- modifications d'IAS 16 – revenus pré-utilisation d'un actif corporel ; et
- modifications d'IAS 37 – coûts d'exécution d'un contrat.

L'impact potentiel de ces textes sera évalué par le Groupe au cours des exercices ultérieurs.

B.4 Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite de retenir des estimations et des hypothèses qui influencent la valeur des actifs et des passifs du bilan, ainsi que le montant des produits et charges de la période. La direction du Groupe et le conseil d'administration revoient périodiquement les valorisations et les estimations sur la base de l'expérience et de tout autre élément pertinent utile pour la détermination d'une évaluation raisonnable et appropriée des actifs et passifs présentés au bilan. En outre, les estimations sous-jacentes à la préparation des états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 ont été établies dans le contexte des incertitudes liées à la pandémie COVID-19 et aux modalités définitives de mise en œuvre du Brexit. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les réalisations pourraient s'avérer différentes des estimations actuelles.

L'utilisation d'estimations concerne principalement l'évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles (voir note F) notamment pour le projet ElecLink, l'évaluation de la situation fiscale différée du Groupe (voir note I), l'évaluation des engagements de retraite du Groupe (note E) et de certains éléments de valorisation des actifs et passifs financiers (voir note G.5) ainsi que l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » notamment pour la définition du contrat de location et l'estimation de la durée restante de chaque contrat de location.

C. Périmètre de consolidation

C.1 Évolutions du périmètre de consolidation

Le 31 mars 2020, la dénomination sociale d'Eurotunnel Project SAS, a été modifiée pour devenir JV-G-ING SAS et à la même date, Getlink SE a cédé 50 % de ses parts dans la société à un tiers. À compter de cette date, la société est consolidée dans le Groupe par mise en équivalence à hauteur de sa participation, soit 50 %.

À l'exception de cette modification, le périmètre de consolidation au 30 juin 2020 est identique à celui des états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2019.

C.2 Actifs destinés à la vente et activités non poursuivies

Segment maritime MyFerryLink

Depuis l'arrêt de son activité maritime au cours du deuxième semestre 2015, le Groupe applique la norme IFRS 5 « Actifs non courants destinés à la vente et activités non poursuivies » à son segment maritime. En 2017, le Groupe a cédé ses trois navires. Le Groupe a fait l'objet de différents contentieux faisant suite à l'arrêt de son activité maritime qui ont pris fin au cours du semestre écoulé (voir note A.4 ci-dessus). En conséquence, les provisions antérieurement constituées relatives à l'activité maritime ont été intégralement reprises au 30 juin 2020.

Compte de résultat du segment maritime

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Charges d'exploitation	(41)	(23)	21
Marge d'exploitation (EBITDA)	**(41)**	**(23)**	**21**
Autres produits et (charges) opérationnels	11 968	(34)	582
Résultat opérationnel	**11 927**	**(57)**	**603**
Frais financiers nets	(1)	–	–
Impôt différé	(3 230)	–	–
Résultat net : profit/(perte)	**8 696**	**(57)**	**603**
Résultat net par action des activités non poursuivies (en euros) :			
Résultat de base	0,02	n/s	n/s
Résultat dilué	0,02	n/s	n/s

Tableau de flux de trésorerie du segment maritime

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles	(6 229)	(93)	512
Variation de trésorerie	**(6 229)**	**(93)**	**512**

D. Données opérationnelles

D.1 Information sectorielle

Le Groupe est organisé autour des quatre secteurs d'activité suivants, qui correspondent aux informations internes revues et utilisées par les principaux décideurs opérationnels (le comité exécutif) :

- le segment « Eurotunnel », incluant les Concessionnaires de la Liaison Fixe du tunnel sous la Manche et leurs filiales,
- le segment « Europorte », qui a une activité principale d'opérateur de fret ferroviaire,
- le segment « ElecLink », qui a pour activité la réalisation et l'exploitation de l'interconnexion électrique 1 GW dans le tunnel sous la Manche, et
- le segment « Getlink » qui incorpore les services *corporate* du Groupe ; il intègre les activités de la société mère du Groupe, Getlink SE, ainsi que de ses filiales directes et notamment le centre de formation ferroviaire CIFFCO.

Information par segment

En milliers d'euros	Eurotunnel	* Getlink	Europorte	ElecLink	Total des activités poursuivies	**Activités non poursuivies	Total
30 juin 2020							
Chiffre d'affaires	311 089	280	58 111	–	**369 480**	–	**369 480**
EBITDA	120 424	(7 152)	9 788	(339)	**122 721**	–	**122 721**
Résultat opérationnel courant	41 009	(8 151)	(593)	(677)	**31 588**	–	**31 588**
Résultat des activités poursuivies avant impôt	(43 194)	(49 870)	(1 159)	9 487	**(84 736)**	–	**(84 736)**
Résultat net consolidé					**(87 516)**	8 696	**(78 820)**
Investissements	26 405	1 173	1 298	25 950	**54 826**	–	**54 826**
Actifs immobilisés (incorporels et corporels)	5 822 519	9 694	96 211	771 701	**6 700 125**	–	**6 700 125**
Endettement financier hors Groupe	4 192 269	536 016	11 559	–	**4 739 844**	–	**4 739 844**
Au 30 juin 2019							
Chiffre d'affaires	456 554	626	65 862	–	**523 042**	–	**523 042**
EBITDA	250 663	(8 400)	13 910	(858)	**255 315**	–	**255 315**
Résultat opérationnel courant	175 330	(8 670)	3 186	(1 202)	**168 644**	–	**168 644**
Résultat des activités poursuivies avant impôt	37 910	(2 524)	2 402	(1 010)	**36 778**	–	**36 778**
Résultat net consolidé					**40 662**	(57)	**40 605**
Investissements	39 106	1 366	1 060	70 700	**112 232**	–	**112 232**
Actifs immobilisés (incorporels et corporels)	5 892 812	5 591	101 572	681 696	**6 681 671**	–	**6 681 671**
Endettement financier hors Groupe	4 262 354	531 711	12 028	–	**4 806 093**	–	**4 806 093**
Au 31 décembre 2019							
Chiffre d'affaires	957 609	1 208	126 460	–	**1 085 277**	–	**1 085 277**
EBITDA	552 558	(15 856)	23 847	(307)	**560 242**	–	**560 242**
Résultat opérationnel courant	394 663	(17 396)	2 228	(992)	**378 503**	–	**378 503**
Résultat des activités poursuivies avant impôt	140 067	26 452	746	(10 943)	**156 322**	–	**156 322**
Résultat net consolidé					**158 337**	603	**158 940**
Investissements	102 270	3 153	2 472	136 011	**243 906**	–	**243 906**
Actifs immobilisés (incorporels et corporels)	5 876 536	9 568	101 340	746 665	**6 734 109**	–	**6 734 109**
Endettement financier hors Groupe	4 367 828	533 863	11 559	–	**4 913 250**	–	**4 913 250**

* *Le résultat avant impôt du segment Getlink comprend 46 millions d'euros de pertes de change intragroupe latent au premier semestre 2020 (30 juin 2019 : pertes de change de 2 millions d'euros, 31 décembre 2019 : gains de change de 27 millions d'euros).*

** *Pour les activités non poursuivies, voir note C.2 ci-dessus.*

D.2 Achats et charges externes

Les achats et charges externes s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Exploitation et maintenance : sous-traitance et pièces détachées	49 355	58 317	119 173
Énergie*	17 434	14 091	31 173
Coûts de vente et frais commerciaux	3 616	7 842	12 201
Coûts règlementaires, assurance et taxes	26 145	24 713	41 589
Frais généraux et coûts centraux	6 845	7 373	12 985
Sous-total Eurotunnel	**103 395**	**112 336**	**217 121**
Getlink	2 047	3 155	3 952
Europorte	23 202	26 661	51 520
ElecLink	43	601	119
Total	**128 687**	**142 753**	**272 712**

* *Net d'une subvention au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2019 de 3,9 millions d'euros relative aux certificats d'Energie d'EDF au titre de l'exploitation des nouvelles Navettes Camions.*

D.3 Autres produits et (charges) opérationnels

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Autres produits opérationnels	37	87	38 082
Sous-total autres produits opérationnels	**37**	**87**	**38 082**
Perte nette sur cession ou mise au rebut des immobilisations	(138)	(391)	(3 181)
Autres	(353)	(3 913)	(4 365)
Sous-total autres charges opérationnelles	**(491)**	**(4 304)**	**(7 546)**
Total	**(454)**	**(4 217)**	**30 536**

D.4 Provisions

En milliers d'euros	1er janvier 2020	Dotations	Reprises non-utilisées	Reprises	Écart de change	30 juin 2020
Activités poursuivies	3 530	86	–	(520)	–	**3 096**
Activité non poursuivie maritime*	11 198	–	(11 198)	–	–	**–**
Total	**14 728**	**86**	**(11 198)**	**(520)**	**–**	**3 096**

* *Voir note C.2 ci-dessus.*

La provision au 31 décembre 2019 de 11,2 millions d'euros a été soldée au cours du premier semestre 2020 (voir notes A.4 et C.2 ci-dessus).

D.5 Impact de la pandémie COVID-19

Comme indiqué à la note A.1 ci-dessus, la crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19 et les mesures prises par les gouvernements français et britannique concernant le confinement de la population et la circulation des personnes sur les territoires et entre les deux pays ont eu un impact significatif sur les activités et les résultats du Groupe au premier semestre 2020, et notamment sur ceux d'Eurotunnel.

Eurotunnel

Les trafics des différentes activités d'Eurotunnel ont connu une forte baisse à partir du mois de mars du fait de la crise sanitaire et de l'impact des mesures gouvernementales :

TRAFIC EUROTUNNEL	Janvier / février (2 mois)			Mars à juin (4 mois)			1er semestre		
Taux de change 1£=1,146€	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR
Navettes Camions	262 444	287 069	-9%	402 904	522 552	-23%	665 348	809 621	-18%
Navettes Passagers	325 459	314 497	3%	229 118	851 606	-73%	554 577	1 166 103	-52%
Passagers Eurostar	1 592 388	1 569 447	1%	400 822	3 729 750	-89%	1 993 210	5 299 197	-62%
Trains de marchandises	348	389	-11%	509	777	-34%	857	1 166	-27%

Le chiffre d'affaires du segment Eurotunnel est en baisse de 146 millions d'euros au premier semestre 2020 par rapport à la même période en 2019. Cette baisse concerne pour l'essentiel la période de mars à juin et reflète la chute des trafics des Services Navettes et des passagers Eurostar sur ces mois :

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€)	Janvier / février (2 mois)			Mars à juin (4 mois)			1er semestre		
Taux de change 1£=1,146€	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR
Navettes	94,4	96,5	(2,1)	117,7	200,4	(82,7)	212,1	296,9	(84,8)
Réseau ferroviaire	48,5	46,7	1,8	46,9	107,2	(60,3)	95,4	153,9	(58,5)
Autres revenus	1,3	2,0	(0,7)	2,3	3,9	(1,6)	3,6	5,9	(2,3)
Eurotunnel	**144,2**	**145,2**	**(1,0)**	**166,9**	**311,5**	**(144,6)**	**311,1**	**456,7**	**(145,6)**

Les achats et charges externes et les charges de personnel d'Eurotunnel sont en baisse de 14 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Cette baisse est due principalement aux économies générées par les actions mises en œuvre par le Groupe dans sa gestion de la crise. Face à la chute de ses trafics à partir du mois de mars, le Groupe a revu à la baisse ses plans de capacité et d'exploitation de ses Navettes, et, dans le cadre des dispositifs mis en place par les gouvernements français et britannique, a instauré des mesures d'activité partielle couvrant la quasi-totalité de son personnel en France et environ un tiers de son effectif britannique. Les achats et charges externes intègrent également des coûts supplémentaires de 2,3

millions d'euros liés aux équipements et aux autres mesures prises pour assurer la protection des clients et du personnel du Groupe pendant la crise.

Contraints par l'indisponibilité de certains de ses fournisseurs et salariés pendant la période de confinement, et dans un objectif d'optimiser la gestion de sa trésorerie, le Groupe a réduit d'environ 80 millions d'euros (50 millions d'euros Eurotunnel, 30 millions d'euros ElecLink) ses dépenses d'investissement au premier semestre 2020 en reportant certains projets.

Europorte

L'impact de la crise sanitaire sur l'EBITDA d'Europorte au premier semestre 2020 est de 6 millions d'euros, dû principalement à la baisse du trafic dans certains secteurs notamment ceux de l'automobile et des ciments.

Groupe

Au premier semestre 2020, l'EBITDA du Groupe est en baisse de 132 millions d'euros par rapport à la même période en 2019. Cette baisse concerne principalement l'activité du segment Eurotunnel et se concentre sur la période de mars à juin depuis la déclaration de la pandémie et la mise en œuvre des mesures de confinement :

EBITDA (M€)	Janvier / février (2 mois)			Mars à juin (4 mois)			1er semestre		
Taux de change 1£=1,146€	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR	2020	2019	VAR
Eurotunnel et Getlink	63,4	66,2	(2,8)	50,0	176,2	(126,2)	113,4	242,4	(129,0)
Europorte	3,7	4,2	(0,5)	6,1	9,7	(3,6)	9,8	13,9	(4,1)
ElecLink	(0,7)	(0,7)	–	0,4	(0,3)	0,7	(0,3)	(1,0)	0,7
Total Groupe	**66,4**	**69,7**	**(3,3)**	**56,5**	**185,6**	**(129,1)**	**122,9**	**255,3**	**(132,4)**
			-5%			**-70%**			**-52%**

L'objectif pour 2020 publié par le Groupe en février 2020 et auquel il a renoncé en date du 18 mars 2020, intégrait l'hypothèse d'une progression de l'EBITDA consolidé du Groupe de 3,5 % par rapport à 2019 sur l'année. Sur cette base, le Groupe estime l'impact de la crise sanitaire sur son EBITDA consolidé du premier semestre 2020 à environ 140 millions d'euros.

E. Charges et avantages du personnel

E.1 Paiements fondés sur des actions

E.1.1 Plan collectif d'attribution gratuite d'actions sans conditions de performance

Suite à l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires le 30 avril 2020 d'un plan collectif d'attribution gratuite d'actions existantes, le conseil d'administration de Getlink SE a procédé le 30 avril 2020 à une attribution d'un total de 448 875 actions ordinaires Getlink SE au bénéfice de l'ensemble du personnel salarié de Getlink SE et des sociétés ou groupements qui lui sont liées (à l'exclusion des dirigeants et mandataires sociaux de Getlink SE) à raison de 125 actions par salarié. La période d'acquisition de ces actions est d'un an et est suivie d'une période d'incessibilité de trois ans.

Par ailleurs, 423 250 actions gratuites attribuées en 2019 ont été acquises par les salariés au cours du premier semestre 2020.

Évolution des actions gratuites

Nombre d'actions	2020	2019
En circulation au 1er janvier	430 000	535 800
Attribuées durant la période	448 875	447 750
Renoncées durant la période	(7 375)	(25 500)
Acquises durant la période	(423 250)	(528 050)
En circulation à la fin de la période	**448 250**	**430 000**

Données utilisées pour évaluer la juste valeur des actions gratuites à la date d'attribution

Année d'attribution	2020
Juste valeur moyenne des actions gratuites en date d'attribution (€)	11,09
Cours de l'action en date d'attribution (€)	11,63
Nombre de bénéficiaires	3 593
Taux d'intérêt sans risque (basé sur les obligations zéro coupon) :	
1 an	-0,56%
4 ans	-0,52%

E.1.2 Plan d'actions gratuites avec conditions de performance

L'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2020 a autorisé le conseil d'administration à attribuer gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de Getlink SE et à certains cadres de la société et ses filiales, des actions sous conditions de performance, acquises à l'issue d'une période de trois années en fonction de la réalisation des conditions de performance dans la limite d'un nombre total de 265 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,40 € chacune. En vertu de cette autorisation, le conseil d'administration a approuvé le 25 mai 2020 l'attribution de 260 000 actions.

Caractéristiques et conditions du plan d'actions gratuites avec conditions de performance

Date d'attribution / principal personnel concerné	Nombre d'actions attribuées	Conditions d'acquisition des droits	Durée d'acquisition des droits
Actions ordinaires attribuées aux principaux dirigeants et cadres supérieurs le 25 mai 2020	260 000	Condition de présence. Condition de performance interne pour 50 % du volume attribuable : repose sur la performance économique long-terme du Groupe appréciée par référence au taux moyen de réalisation des objectifs EBITDA annoncés au marché pour les années 2020, 2021 et 2022. Condition de performance externe (TSR) pour 40 % du volume attribuable : repose sur la performance relative du TSR de l'action Getlink SE par rapport à la performance de l'indice GPR Getlink Index sur une même période (3 ans). Condition de performance interne RSE pour 10 % du volume attribuable : repose sur la performance de l'Indice Composite RSE 2022 par rapport aux objectifs cibles.	3 ans

Données utilisées pour évaluer la juste valeur des actions gratuites avec conditions de performance à la date d'attribution

Le modèle de Black & Scholes a été retenu pour l'évaluation de la juste valeur unitaire des actions gratuites avec conditions de performance hors condition de performance marché et la méthode de simulations de Monté Carlo a été utilisée afin de déterminer le pourcentage d'acquisition lié à la condition de performance marché. Les données utilisées pour évaluer les justes valeurs en date d'attribution des plans fondés sur des actions ont été les suivantes :

	Plan 2020
Juste valeur en date d'attribution (€)	7,85
Cours de l'action en date d'attribution (€)	11,78
Nombre de bénéficiaires	26
Taux d'intérêt sans risque (basé sur les obligations d'État) :	
1 an	-0,42%
2 ans	-0,44%
3 ans	-0,44%

Par ailleurs, 775 776 actions gratuites avec conditions de performance attribuées en 2017 ont été acquises par les bénéficiaires au cours du premier semestre 2020 et le reste a été annulé en raison de la non-réalisation des conditions de performance.

E.1.3 Charges comptabilisées au compte de résultat

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Actions gratuites sans conditions de performance	2 648	2 409	5 192
Actions de préférence et actions gratuites avec conditions de performance	2 457	2 243	5 041
Total	**5 105**	**4 652**	**10 233**

E.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Au 30 juin 2020, le Groupe a revu les principales hypothèses retenues dans ses calculs actuariels et a procédé à une actualisation du montant de ses engagements de retraite au titre de ses deux régimes de retraites à prestations définies au Royaume-Uni. À ce titre, un montant de 62 millions d'euros a été constaté dans l'état du résultat global consolidé au 30 juin 2020 au titre des écarts actuariels correspondants.

F. Immobilisations incorporelles et corporelles

Investissements de la période

Entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 l'investissement de 26 millions d'euros au titre du projet ElecLink s'explique principalement par les frais capitalisés au titre du projet.

Indices de perte de valeur et tests de dépréciation

La baisse significative du chiffre d'affaires d'Eurotunnel et d'Europorte au cours du premier semestre 2020 dans le cadre de la crise sanitaire (voir note D.5 ci-dessus), ainsi que le retard de l'annonce de la décision de la CIG autorisant la poursuite des travaux du projet ElecLink, constituent des indices de perte de valeur selon IAS 36. En conséquence le Groupe a procédé à un test de valeur d'utilité des actifs de ces trois segments d'activité au 30 juin 2020 conformément aux règles et méthodes comptables décrites à la note F des états financiers consolidés au 31 décembre 2019 à la section 2.2.1 du Document d'Enregistrement Universel 2019.

Immobilisations corporelles en Concession

Le test de valorisation au 30 juin 2020 a été effectué en appliquant un WACC de 6,14 % (5,60 % au 31 décembre 2019) et sur la base des meilleures estimations du Groupe à cette date de l'évolution probable de la crise sanitaire, des mesures gouvernementales et de la situation économique en Europe et au Royaume-Uni sur le court et moyen terme. Le test intègre notamment l'hypothèse d'une reprise progressive du trafic et des revenus des Navettes et du Réseau ferroviaire sur le deuxième semestre 2020 et sur l'année 2021, pour retrouver leurs niveaux d'avant crise en 2022, suivie d'une croissance des revenus d'environ 2 % par an au-delà de cette date.

Ce test confirme que la valeur recouvrable des actifs en Concession d'Eurotunnel est supérieure à leur valeur comptable au 30 juin 2020.

Le Groupe a par ailleurs réalisé des analyses de sensibilité portant sur des variations de ses projections de sortie de crise et de ses autres hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance des revenus à long terme, taux de change livre sterling / euro). Ces analyses ne font pas apparaître de scénario probable conduisant à une dépréciation des actifs en Concession.

Immobilisations corporelles d'Europorte

Les actifs d'Europorte sont constitués principalement de son parc de matériel roulant.

Le test de valorisation au 30 juin 2020 a été effectué en appliquant un WACC de 8,17 % (8,09 % au 31 décembre 2019) et sur la base des meilleures estimations du Groupe à cette date de l'évolution probable de la crise sanitaire et sur l'hypothèse d'une reprise relativement rapide des trafics et des autres activités d'Europorte sur le deuxième semestre 2020.

Ce test confirme que la valeur recouvrable des actifs d'Europorte est supérieure à leur valeur comptable au 30 juin 2020.

Immobilisations corporelles d'ElecLink

Les actifs d'ElecLink sont composés des actifs corporels au titre des travaux de construction et de l'actif incorporel constitué de la licence d'exploitation et de l'exemption. Le test de valorisation effectué en appliquant un WACC de 8,32 % (7,78 % au 31 décembre 2019) intègre les hypothèses d'une mise en exploitation de l'interconnexion désormais estimée à début janvier 2022 et du maintien des conditions contractuelles de l'exemption à date (scénario de base).

Ce test confirme que la valeur d'utilité de l'ensemble des actifs de l'UGT ElecLink est supérieure à sa valeur comptable 30 juin 2020.

Dans le contexte du projet de construction de l'interconnexion détaillé en note A.3 ci-dessus, des analyses de sensibilité ont été menées au 30 juin 2020 afin de mesurer les incidences d'une variation à la baisse et à la hausse des hypothèses retenues sur la valeur d'utilité, notamment la date de mise en service et le niveau des revenus générés par l'interconnexion. Les résultats de ces analyses de sensibilité sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Valeur comptable testée :	**751 m€**	**Date de mise en service**			
En millions		**Avance de 3 mois**	**Scénario de base**	**Retard de 3 mois**	**Retard de 6 mois**
Évolution des autres revenus (%)	-5%	776	767	*750*	*732*
	-2,5%	784	775	757	*740*
	Scénario de base	787	**783**	765	*747*
	+2,5%	790	791	773	755
	+5%		799		

Par ailleurs, dans le scénario de base le WACC qui conduit à une valeur recouvrable égale à la valeur comptable est de 8,64 %.

G. Financement et instruments financiers

G.1 Dettes financières

L'évolution des dettes financières pendant la période se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2019 publié	31 décembre 2019 recalculé *	Reclasse-ment	Rembourse-ment	Intérêts, indexation et frais	30 juin 2020
Obligations Sénior Garanties	533 863	533 863	–	–	2 153	536 016
Emprunt à Long Terme	4 308 247	4 153 418	(27 010)	–	7 031	4 133 439
Emprunt Europorte	10 627	10 627	–	–	–	10 627
Total emprunts non courants	**4 852 737**	**4 697 908**	**(27 010)**	**–**	**9 184**	**4 680 082**
Emprunt à Long Terme	54 431	52 374	27 010	(25 565)	89	53 908
Emprunt Europorte	932	932	–	–	–	932
Intérêts courus sur emprunts:						
Emprunt à Long Terme	5 150	4 963	–	–	(41)	4 922
Total emprunts courants	**60 513**	**58 269**	**27 010**	**(25 565)**	**48**	**59 762**
Total	**4 913 250**	**4 756 177**	**–**	**(25 565)**	**9 232**	**4 739 844**

* *Les emprunts au 31 décembre 2019 (calculés au taux de change de 1 £= 1,175 €) ont été recalculés au taux de change 30 juin 2020 (soit 1 £=1,096 €) pour faciliter la comparaison.*

G.2 Instruments de couverture

En 2007, le Groupe a mis en place des instruments de couverture de sa dette à taux variable (tranches C1 et C2) sous forme de swaps de même durée et de même nominal (soit EURIBOR contre taux fixe de 4,90 % et LIBOR contre taux fixe de 5,26 %). Le montant nominal des swaps de couverture de flux de trésorerie est de 953 millions d'euros et de 350 millions de livres. Ces instruments ont été partiellement résiliés lors du refinancement de la tranche C de la dette au mois de juin 2017.

Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés au passif du bilan à leur juste valeur :

En milliers d'euros	31 décembre 2019	* Variations de la valeur de marché	Différence de change	30 juin 2020
Contrats libellés en euros	786 682	201 762	–	988 444
Contrats libellés en livres	268 317	90 300	(18 124)	340 493
Total	**1 054 999**	**292 062**	**(18 124)**	**1 328 937**

* *Enregistrées directement en capitaux propres.*

Le montant négatif de la réserve de couverture de flux de trésorerie a évolué comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2019	Recyclage de la résiliation partielle juin 2017	Variation de la part inefficace	Variations de la valeur de marché	Différence de change	30 juin 2020
Contrats libellés en euros	990 898	(20 797)	(1 942)	201 762	–	1 169 921
Contrats libellés en livres	417 516	(7 685)	–	90 300	(27 867)	472 264
Total	**1 408 414**	**(28 482)**	**(1 942)**	**292 062**	**(27 867)**	**1 642 185**

Au premier semestre 2020, ces instruments dérivés ont généré une charge de 30 millions d'euros enregistrée au compte de résultat (premier semestre 2019 : une charge de 28 millions d'euros).

G.3 Autres actifs financiers

En milliers d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Obligations G2	320 280	348 019
Autres*	44 689	59 746
Total non courant	**364 969**	**407 765**
Intérêt courus sur les obligations G2	192	210
Total courant	**192**	**210**

* *Dont 19 940 milliers d'euros détenus sur un compte DSRA conformément aux termes du Trust Deed pour les Obligations Sénior Garanties et 22 811 milliers d'euros de garanties versés auprès des réseaux nationaux RTE et National Grid dans le cadre du projet ElecLink (31 décembre 2019 : respectivement 19 940 milliers d'euros et 37 870 milliers d'euros.*

G.4 Autres dettes financières

En milliers d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Frais sur opérations financières	29 904	32 306
Obligations locatives	13 723	18 047
Total non courant	**43 627**	**50 353**
Frais sur opérations financières	13 840	16 960
Obligations locatives	15 582	17 364
Total courant	**29 422**	**34 324**

G.5 Tableau de croisement des classes d'instruments financiers et catégories comptables et juste valeur

Le tableau ci-après présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Les différents niveaux de juste valeur sont définis à la note G.9 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020

En milliers d'euros		Valeur comptable							Juste valeur			
Classes d'instruments financiers	**Note**	**Actifs évalués à la juste valeur par résultat**	**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**	**Titres au coût amorti**	**Créances au coût amorti**	**Instruments dérivés de couverture**	**Passifs au coût amorti**	**Total de la valeur nette comptable**	**Niveau 1**	**Niveau 2**	**Niveau 3**	**Total**
Actifs financiers évalués à la juste valeur												
Autres actifs financiers non-courants		–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	**–**
Actifs financiers non évalués à la juste valeur												
Autres actifs financiers non-courants / courants	G.3	–	–	364 969	–	–	–	**364 969**	–	–	371 404	**371 404**
Clients et comptes rattachés		–	–	–	74 775	–	–	**74 775**	–	–	–	**–**
Trésorerie et équivalents de trésorerie		511 355	–	–	–	–	–	**511 355**	511 355	–	–	**511 355**
Passifs financiers évalués à la juste valeur												
Instruments dérivés de taux	G.2	–	–	–	–	1 328 937	–	**1 328 937**	–	1 328 937	–	**1 328 937**
Passifs financiers non évalués à la juste valeur												
Dettes financières	G.1	–	–	–	–	–	4 739 844	**4 739 844**	–	560 571	5 376 152	**5 936 723**
Autres dettes financières	G.4	–	–	–	–	–	73 049	**73 049**	–	–	–	**–**
Dettes d'exploitation		–	–	–	–	–	191 364	**191 364**	–	–	–	**–**

Au 30 juin 2020, l'information relative à la juste valeur de la dette financière a été déterminée conformément aux méthodes décrites à la note G.9 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2019, et en tenant compte de l'évolution des courbes de taux au 30 juin 2020.

G.6 Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	813	1 324	2 640
Total produits financiers	**813**	**1 324**	**2 640**
Intérêts sur emprunts avant couverture : Emprunt à Long Terme et autre	(82 907)	(83 587)	(166 541)
Étalement des coûts de résiliation partielle des instruments de couverture	(28 482)	(28 476)	(56 884)
Intérêts sur emprunts : Getlink	(9 972)	(9 972)	(19 943)
Intérêts sur emprunts : Europorte	(147)	(271)	(416)
Immobilisation d'intérêts sur le financement du projet ElecLink	12 500	10 176	21 637
Ajustement pour taux effectif	(5 786)	(5 905)	(11 257)
Sous-total	**(114 794)**	**(118 035)**	**(233 404)**
Indexation du nominal sur l'inflation	(3 705)	(16 591)	(26 099)
Total du coût de l'endettement financier brut	**(118 499)**	**(134 626)**	**(259 503)**
Total du coût de l'endettement financier net	**(117 686)**	**(133 302)**	**(256 863)**

L'indexation du nominal sur l'inflation reflète l'effet estimé au 30 juin 2020 des taux annuels d'inflation français et britannique sur le montant en principal des tranches A de l'Emprunt à Long Terme, tel que détaillé à la note G.1.2 des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2019.

G.7 Autres produits et (charges) financiers

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Gains de change latents *	34 386	5 553	25 801
Autres gains de change	6 537	3 800	9 116
Produits d'intérêts sur les obligations détenues par le Groupe	1 626	5 663	10 131
Autres	–	–	158
Autres produits financiers	**42 549**	**15 016**	**45 206**
Charges financières liées aux opérations financières :			
Frais des opérations de refinancement	(6)	15	(4)
Frais sur acquisition des obligations	–	–	(100)
Sous-total	**(6)**	**15**	**(104)**
Pertes de change latentes *	(34 310)	(4 571)	(24 042)
Autres pertes de change	(3 991)	(4 148)	(10 152)
Charges d'intérêts sur contrats de location	(468)	(644)	(1 163)
Instruments de couverture : variation de la part inefficace	(1 942)	–	(5 567)
Autres	(16)	(15)	(32)
Autres charges financières	**(40 733)**	**(9 363)**	**(41 060)**
Total	**1 816**	**5 653**	**4 146**
Dont gains/(pertes) latents nets	*76*	*982*	*1 759*

* *Essentiellement issus de la réévaluation des créances et dettes intragroupes.*

H. Capitaux propres et résultat par action

H.1 Évolution du capital social

En euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
550 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale chacune de 0,40€, entièrement libérées	220 000 000,00	220 000 000,00
Actions de préférence D d'une valeur nominale chacune de 0,01€, entièrement libérées	11,27	11,27
Actions de préférence E d'une valeur nominale chacune de 0,01€, entièrement libérées	11,42	–
Total	**220 000 022,69**	**220 000 011,27**

Au cours du premier semestre 2020, 1 142 actions de préférence de catégorie E créées dans le cadre du programme 2019 des actions de préférence convertibles en actions ordinaires ont été créées.

Les plans des actions de préférence convertibles en actions ordinaires sont décrits à la note E.5.3 de l'annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

H.2 Actions auto-détenues

Les mouvements relatifs aux actions auto-détenues pendant la période sont les suivants :

	Programme de rachat d'actions	Contrat de liquidité	Total
Au 1er janvier 2020	12 779 962	170 000	**12 949 962**
Programme de rachat d'actions	150 000	–	**150 000**
Actions transférées aux salariés (plans d'actions gratuites)	(1 199 026)	–	**(1 199 026)**
Exercice des options de souscription	(99 000)	–	**(99 000)**
Achat / (vente) net au titre du contrat de liquidité	–	305 000	**305 000**
Au 30 juin 2020	**11 631 936**	**475 000**	**12 106 936**

Les actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvé par les assemblées générales des actionnaires et mis en œuvre par décisions du conseil d'administration sont affectées à l'effet, notamment, de couvrir des plans d'options d'achat d'actions et d'attributions d'actions gratuites.

H.3 Profit / (perte) par action

H.3.1 Calcul du nombre d'actions

	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Nombre moyen pondéré :			
– d'actions ordinaires émises	550 000 000	550 000 000	550 000 000
– d'actions propres	(13 033 238)	(14 519 188)	(14 056 414)
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action (A)	**536 966 762**	**535 480 812**	**535 943 586**
– effet des options de souscription	133 822	236 350	222 284
– effet des actions gratuites	1 200 813	2 312 365	2 286 839
– effet des actions de préférence	2 962 333	2 700 000	2 896 111
Nombre d'actions ordinaires potentielles (B)	**4 296 968**	**5 248 715**	**5 405 234**
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action (A+B)	**541 263 730**	**540 729 527**	**541 348 820**

Les calculs ont été effectués sur la base de :

- l'hypothèse d'exercice de toutes les options de souscription attribuées et toujours en circulation au 30 juin 2020. L'exercice de ces options reste conditionné aux critères décrits à la note E.5.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019 ;
- l'hypothèse d'acquisition de toutes les actions gratuites attribuées aux salariés. Au premier semestre 2020, 423 250 des actions gratuites attribuées en 2019 ont été acquises par les salariés et 448 875 nouvelles actions gratuites ont été attribuées (voir note E.1 ci-dessus). Les caractéristiques des actions gratuites sont décrites à la note E.5.2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019, et
- l'hypothèse d'acquisition de toutes les actions de préférence gratuites attribuées et toujours en circulation au 30 juin 2020. La conversion de ces actions de préférence reste conditionnée à l'atteinte des objectifs et des critères de présence décrits à la note E.5.3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019.

H.3.2 Résultat net par action

	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Part du Groupe : profit / (perte)			
Résultat net (en milliers d'euros) (C)	(78 820)	40 605	158 940
Résultat net par action (en euros) (C/A)	**(0,15)**	**0,08**	**0,30**
Résultat net par action après dilution (en euros) (C/(A+B))	**(0,15)**	**0,08**	**0,29**
Activités poursuivies : profit / (perte)			
Résultat net (en milliers d'euros) (D)	(87 516)	40 662	158 337
Résultat net par action (en euros) (D/A)	**(0,16)**	**0,08**	**0,30**
Résultat net par action après dilution (en euros) (D/(A+B))	**(0,16)**	**0,08**	**0,29**
Activités non poursuivies : profit / (perte)			
Résultat net (en milliers d'euros) (E)	8 696	(57)	603
Résultat net par action (en euros) (E/A)	**0,02**	**–**	**–**
Résultat net par action après dilution (en euros) (E/(A+B))	**0,02**	**–**	**–**

H.4 Détail des réserves consolidées par origine

En milliers d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Contrats de couverture	(1 642 185)	(1 408 414)
Stock options, actions gratuites, actions de préférence et actions propres	(85 629)	(85 531)
Retraite	(103 754)	(42 098)
Impôts différés	76 683	80 182
Report à nouveau	939 709	780 769
Total	**(815 176)**	**(675 092)**

I. Impôts sur les bénéfices

I.1 Impôts comptabilisés au compte de résultat

En milliers d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Exercice 2019
Impôts courants :			
Impôts sur bénéfices	(168)	(2 505)	(3 049)
Total des impôts courants	**(168)**	**(2 505)**	**(3 049)**
Impôt différé	(2 612)	6 389	5 064
Total	**(2 780)**	**3 884**	**2 015**

L'impôt sur les bénéfices est déterminé en appliquant au résultat du semestre le taux effectif d'impôt estimé sur la base des prévisions internes pour l'ensemble de l'exercice. Le taux effectif d'impôt est de 3,3 % au premier semestre 2020 (premier semestre 2019 : 10,6 %) dû à l'impact de l'activation d'impôt différé au titre des déficits fiscaux.

I.2 Variation des impôts différés au cours de la période

			2020 impact sur :			
En milliers d'euros	Au 31 décembre 2019 publié	Au 31 décembre 2019 recalculé	le résultat des activités poursuivies	le résultat des activités non-poursuivies	l'état du résultat global	Au 30 juin 2020
Effets fiscal des différences temporelles liées aux :						
Immobilisations	113 702	116 050	(36 657)	–	–	**79 393**
Écart d'acquisition ElecLink	(20 392)	(20 392)	–	–	–	**(20 392)**
Sursis d'imposition du profit de restructuration	(352 353)	(352 353)	–	–	–	**(352 353)**
Contrats de couverture	76 386	76 386	–	–	(5 430)	**70 956**
Autres	9 542	8 958	–	(3 230)	1 931	**7 659**
Pertes fiscales	377 753	373 663	34 045	–	–	**407 708**
Actifs / (passifs) d'impôts nets	**204 638**	**202 312**	**(2 612)**	**(3 230)**	**(3 499)**	**192 971**

J. Événements postérieurs à la clôture de la période

Néant.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Getlink SE, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 22 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi par le conseil d'administration le 22 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes, Paris La Défense, le 22 juillet 2020

KPMG Audit *Département de KPMG S.A.*	Mazars
Philippe Cherqui *Associé*	**Francisco Sanchez** *Associé*

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2020

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour ce semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Getlink SE et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les états financiers consolidés semestriels résumés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jacques Gounon,
Président de Getlink SE,
22 juillet 2020

GETLINK SE
Société Européenne
au capital de 220 000 022,69 €
483 385 142 R.C.S. Paris
LEI : 9695007ZEQ7M0OE74G82
3, rue La Boétie
75008 Paris – France
www.getlinkgroup.com